

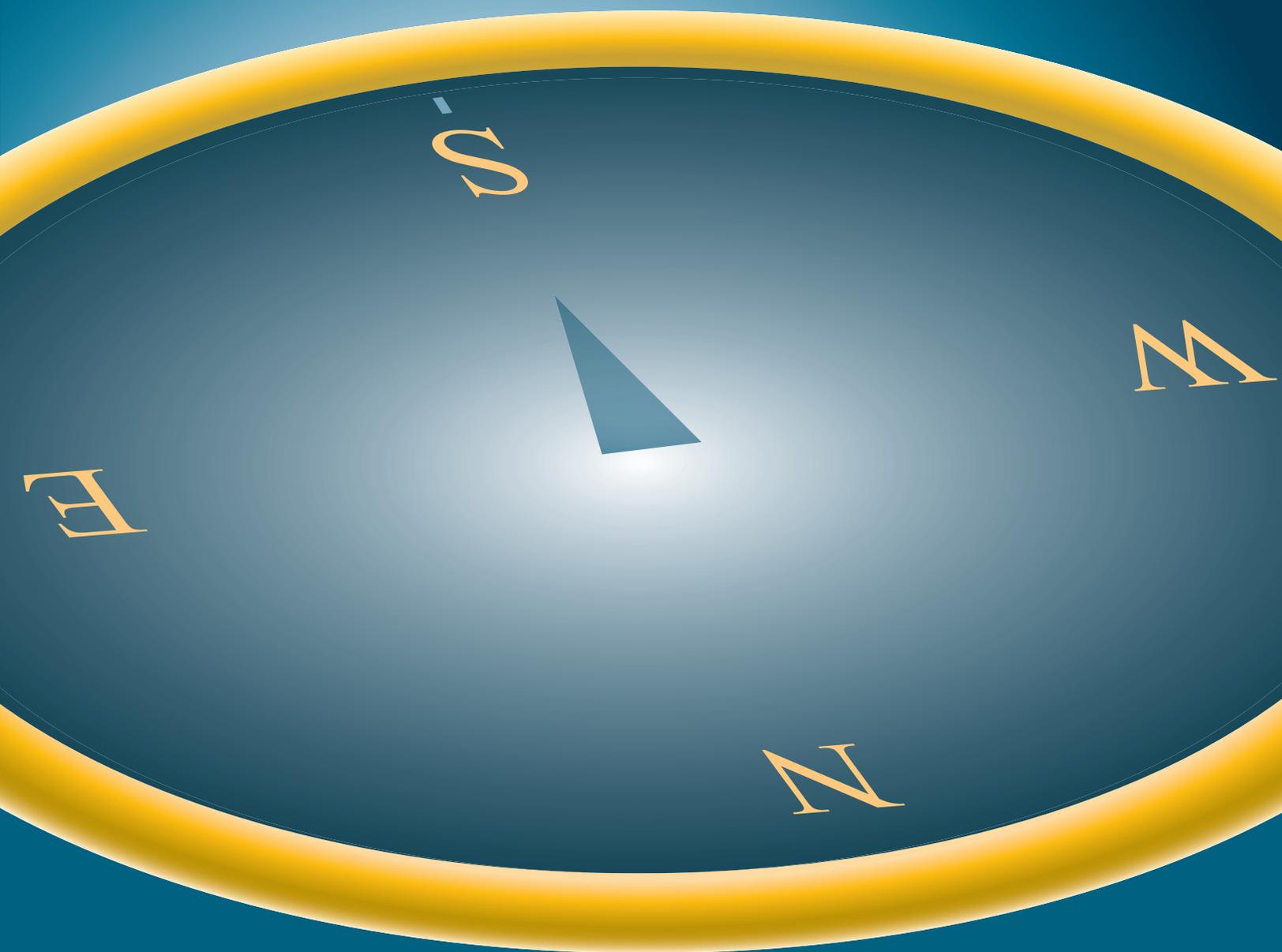
Résumé

Rapport sur le développement humain 2013



L'essor du Sud :

le progrès humain dans un monde diversifié



Copyright © 2013
Programme des Nations Unies pour le développement
1 UN Plaza, New York, NY 10017, USA

Tous droits réservés. Il est interdit, sauf accord préalable, de reproduire le présent ouvrage, de le stocker dans un système de recherche documentaire ou de le communiquer, sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit, électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou tout autre moyen.

Imprimé au Canada par Lowe-Martin Group sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council et sans chlore élémentaire.
Imprimé avec des encres végétales et produit par le biais de technologies.

Édition et production : Communications Development Incorporated, Washington DC
Conception : Melanie Doherty Design, San Francisco, CA

Pour une liste des erreurs ou omissions dans la présente publication trouvées après l'impression, veuillez visiter notre site Web à l'adresse <http://hdr.undp.org>

Équipe du Rapport sur le développement humain 2013

Directeur et auteur principal

Khalid Malik

Recherche et statistiques

Maurice Kugler (directeur des recherches), Milorad Kovacevic (responsable des statistiques), Subhra Bhattacharjee, Astra Bonini, Cecilia Calderón, Alan Fuchs, Amie Gaye, Iana Konova, Arthur Minsat, Shivani Nayyar, José Pineda et Swarnim Waglé

Communication et publication

William Orme (chef de la communication), Botagoz Abdreyeva, Carlotta Aiello, Eleonore Fournier-Tombs, Jean-Yves Hamel, Scott Lewis et Samantha Wauchope

Rapports nationaux sur le développement humain

Eva Jespersen (directrice adjointe), Christina Hackmann, Jonathan Hall, Mary Ann Mwangi et Paola Pagliani

Opérations et administration

Sarantuya Mend (responsable des opérations), Ekaterina Berman, Diane Bouopda, Mamaye Gebretsadik et Fe Juarez-Shanahan



Résumé

Rapport sur le développement humain 2013

L'essor du Sud :

le progrès humain dans un monde diversifié



*Au service
des peuples
et des nations*

Publié par le
Programme
des Nations
Unies pour le
développement
(PNUD)

Avant-propos

Le Rapport sur le développement humain 2013, intitulé *L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, se penche sur l'évolution actuelle de la situation géopolitique, en étudiant les tendances et les enjeux actuels, ainsi que les nouveaux acteurs qui modèlent le contexte du développement.

Ce Rapport avance que la transformation fulgurante d'un certain nombre de pays en développement en grandes économies dynamiques, dotées d'un poids politique croissant, a une influence considérable sur la progression du développement humain.

Il souligne que, ces dix dernières années, tous les pays ont connu des progrès en matière d'éducation, de santé et de revenus au titre de l'indice de développement humain (IDH), dans la mesure où, en 2012, aucun État pour lequel les données étaient disponibles n'affichait un IDH inférieur à celui de 2000. Sur cette période, un progrès plus rapide a été relevé dans les pays ayant un IDH plus faible, ce qui a favorisé une convergence notable des valeurs de l'IDH à l'échelle mondiale. Cependant, les progrès demeurent hétérogènes entre les régions et au sein de celles-ci.

En se penchant sur les pays dont l'IDH a considérablement augmenté entre 1990 et 2012 tant dans les composants revenu que hors revenu du développement humain, le présent Rapport passe en revue les stratégies qui ont permis une telle réussite. À cet égard, le Rapport 2013 apporte une contribution importante au concept du développement en décrivant les vecteurs spécifiques de la transformation et en suggérant plusieurs priorités stratégiques qui pourraient contribuer à l'avenir à soutenir cet élan.

D'ici 2020, d'après les prévisions établies pour le présent Rapport, la production économique combinée de trois grands pays en développement (le Brésil, la Chine et l'Inde) dépassera à elle seule la production cumulée du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et des États-Unis. Cette expansion est en grande partie encouragée par de nouveaux partenariats commerciaux et technologiques mis en place entre les pays du

Sud eux-mêmes, tel qu'il est expliqué dans le présent Rapport.

Toutefois, le présent Rapport sur le développement humain, tout comme les éditions des années précédentes, insiste sur le fait que la croissance économique ne se traduit pas automatiquement par une amélioration du développement humain. Les politiques en faveur des pauvres et un investissement conséquent dans les capacités des individus (axé sur l'éducation, la nutrition et la santé, ainsi que sur les compétences professionnelles) peuvent élargir l'accès à un emploi décent et jeter les bases d'un progrès soutenu.

Le Rapport 2013 met en lumière quatre domaines d'action spécifiques pour maintenir la dynamique du développement. Il s'agit d'encourager l'équité, notamment dans la dimension du genre, d'accroître la représentation et la participation des citoyens, notamment des jeunes, d'affronter les problèmes environnementaux et de gérer les mutations démographiques.

À mesure que les enjeux mondiaux en matière de développement deviennent de plus en plus complexes et s'étendent par-delà les frontières, le présent Rapport souligne par ailleurs qu'il est capital d'agir de manière coordonnée pour répondre aux problèmes les plus pressants de notre ère, que ce soit l'élimination de la pauvreté, le changement climatique ou les questions de paix et de sécurité. Étant donné que les États sont de plus en plus interdépendants en matière de commerce, de migration et de technologies de l'information et de la communication, il n'est pas étonnant que les décisions stratégiques prises dans un pays aient d'importantes répercussions ailleurs. Les crises dévastatrices qui se sont produites ces dernières années (alimentaire, financière, climatique) sont révélatrices de ce fait et de l'importance d'œuvrer pour réduire la vulnérabilité des individus face aux chocs et aux catastrophes.

En vue de tirer parti de la richesse des connaissances, des expériences et de la théorie du développement du Sud, le présent Rapport appelle à créer de nouvelles institutions

pour faciliter l'intégration régionale et la coopération Sud-Sud. Les puissances émergentes du monde en développement sont d'ores et déjà à l'origine de politiques sociales et économiques innovantes et constituent des partenaires privilégiés pour les autres pays en développement dans le domaine des échanges commerciaux, de l'investissement et, de plus en plus, de la coopération au développement.

Beaucoup d'autres pays du Sud ont connu un développement rapide. Leurs expériences et la coopération Sud-Sud qu'ils ont mise en place sont elles aussi sources d'inspiration pour les politiques de développement. Le PNUD peut jouer un rôle important en tant que pourvoyeur de connaissances et agent de rapprochement entre les partenaires (gouvernements, société civile et sociétés multinationales) pour leur permettre de partager des expériences. Nous jouons également un rôle clé dans le domaine de l'apprentissage et du renforcement des capacités. Le Rapport 2013 contient des commentaires précieux en vue de notre engagement futur pour la coopération Sud-Sud.

Enfin, il invite également à remodeler les institutions de gouvernance mondiale afin de promouvoir un monde plus juste et équitable. Il met en lumière l'existence de structures obsolètes, qui ne sont pas le reflet de la nouvelle réalité économique et géopolitique ici décrite,

tout en envisageant des alternatives pour une nouvelle ère de partenariat. Il appelle à instaurer une plus grande transparence et une redevabilité accrue, en soulignant le rôle de la société civile mondiale à cet égard, et la nécessité de transférer davantage le pouvoir de décision à ceux qui sont les plus directement touchés par les enjeux mondiaux, c'est-à-dire bien souvent les individus les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète.

Alors que les débats se poursuivent au sujet des programmes de développement mondiaux à mettre en place après 2015, j'espère que de nombreux lecteurs prendront le temps de consulter le présent Rapport et de réfléchir aux leçons qu'il tire sur notre monde en pleine évolution. Il jette un nouveau regard sur la situation actuelle du développement mondial et démontre à quel point la progression rapide d'un grand nombre de pays du Sud en matière de développement peut servir d'exemple.



Helen Clark

Administratrice

Programme des Nations Unies pour le développement

Table des matières du RDH 2013

Avant-propos

Remerciements

Vue d'ensemble

Introduction

CHAPITRE 1

État du développement humain

Le progrès des nations

Intégration sociale

Sécurité des personnes

CHAPITRE 2

Un Sud plus mondialisé

Rééquilibrage : un monde plus global, un Sud plus mondialisé

Nouvelle dynamique fondée sur le développement humain

Innovation et entrepreneuriat dans les pays du Sud

Nouvelles formes de coopération

Poursuite des efforts dans un contexte d'incertitude

CHAPITRE 3

Les moteurs de transformation du développement

Moteur 1 : un État développemental proactif

Moteur 2 : l'intégration dans les marchés mondiaux

Moteur 3 : des politiques sociales et une innovation définies

CHAPITRE 4

Le maintien de la dynamique

Priorités politiques pour les pays en développement

Modéliser la démographie et l'éducation

L'impact du taux de vieillissement de la population

Le besoin de politiques ambitieuses

Saisir l'occasion

CHAPITRE 5

Gouvernance et partenariat pour une ère nouvelle

Une nouvelle vision mondiale des biens publics

Une meilleure représentation pour le Sud

La société civile mondiale

Vers un pluralisme cohérent

Souveraineté responsable

Nouvelles institutions, nouveaux mécanismes

Conclusions : partenaires d'une ère nouvelle

Notes

Références

ANNEXE STATISTIQUE

Guide du lecteur

Légendes des pays et des classements IDH, 2012

Tableaux statistiques

- 1 Indice de développement humain et ses composantes
- 2 Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2012
- 3 Indice de développement humain ajusté aux inégalités
- 4 Indice d'inégalité de genre
- 5 Indice de pauvreté multidimensionnelle
- 6 Contrôle des ressources
- 7 Santé
- 8 Éducation
- 9 Intégration sociale
- 10 Flux commerciaux internationaux de biens et de services
- 11 Flux internationaux de capitaux et migrations
- 12 Innovation et technologie
- 13 Environnement
- 14 Évolution de la population

Régions

Références statistiques

Annexe technique : note explicative pour les exercices de projection

Résumé



Si la croissance des économies des pays développés a cessé en raison de la crise financière de 2008-2009, celle des pays en développement s'est poursuivie, et le monde a subitement pris conscience du changement. L'essor du Sud, considérée dans le monde en développement comme un rééquilibrage nécessaire, a depuis fait l'objet de nombreux commentaires. Cependant, ce débat a été généralement axé en priorité sur le PIB et l'augmentation des échanges dans quelques grands pays. Pourtant, une dynamique plus large est à l'œuvre, impliquant plus de pays et des tendances plus profondes avec des implications d'une portée potentiellement plus vaste pour la vie des personnes, l'équité sociale et la gouvernance démocratique, tant au niveau local que mondial. Comme le montre le présent Rapport, l'essor du Sud est à la fois le fruit d'investissements réguliers en développement humain et de succès récurrents en la matière, et une opportunité pour le monde entier d'approfondir plus encore les progrès humains. Pour que cette opportunité se matérialise, il est essentiel d'établir des stratégies éclairées à l'échelle mondiale et nationale, en tirant parti des leçons stratégiques étudiées dans le présent Rapport.

L'essor du Sud

L'essor du Sud se produit à une vitesse et à un niveau sans précédent. Elle doit être appréhendée comme l'histoire d'une expansion exceptionnelle des capacités individuelles et du progrès continu du développement humain dans des pays où vivent la grande majorité des habitants de la planète. Lorsque des dizaines de pays et des milliards de personnes montent dans l'échelle du développement, comme c'est le cas aujourd'hui, l'impact est immédiat sur la création de richesse et le progrès humain général dans tous les pays et régions du monde. De nouvelles opportunités de croissance sont à saisir pour les pays les moins développés et il est désormais possible de lancer des initiatives stratégiques novatrices, susceptibles de bénéficier également aux économies les plus avancées.

La plupart des pays en développement ont fait un bon travail, mais un grand nombre a fait des progrès particulièrement importants – c'est ce qu'il convient d'appeler « l'essor du Sud ». Des progrès rapides ont été réalisés par quelques grands pays, notamment le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Turquie. Néanmoins, certaines économies plus petites ont également réalisé des progrès importants, comme le Bangladesh, le Chili, le Ghana, Maurice, le Rwanda, la Thaïlande et la Tunisie (figure 1).

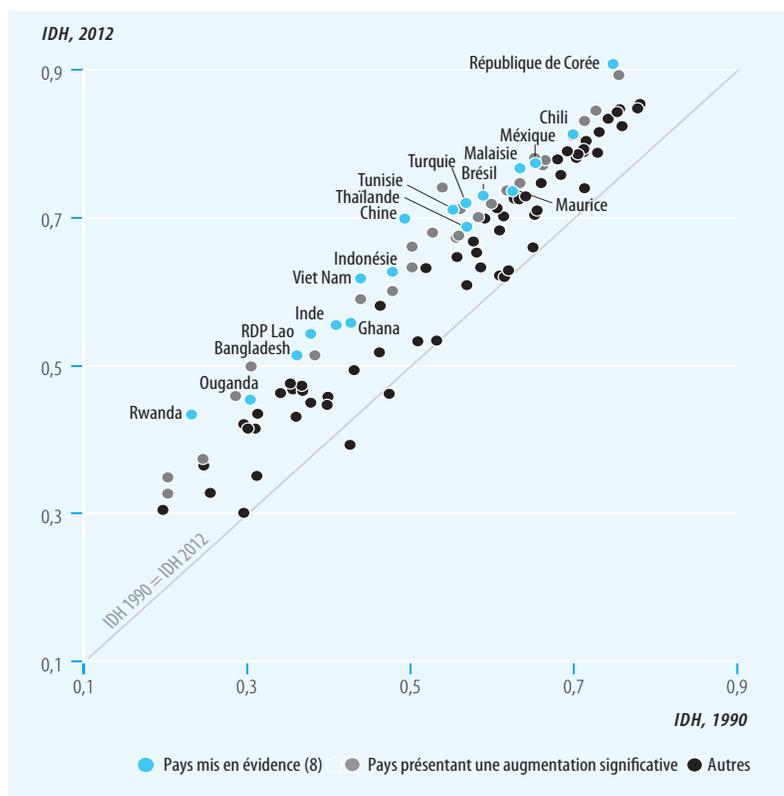
Le Rapport sur le développement humain 2013 est non seulement axé sur l'essor du Sud, ainsi que sur les implications de cette situation pour le développement humain, mais également sur ce monde en mutation, dont les changements résultent en grande partie de ce même essor. Il analyse les progrès en cours, les défis futurs à relever (certains dus à cette évolution positive) et les nouvelles

opportunités à saisir pour installer une gouvernance régionale et mondiale représentative.

Pour la première fois en 150 ans, le produit combiné des trois principales économies du monde en développement : en 1950, le Brésil, la

FIGURE 1

Plus de 40 pays du Sud ont enregistré des hausses de la valeur de leur IDH entre 1990 et 2012 largement supérieures à celles envisagées au vu de la valeur de leur IDH en 1990



Remarque : les pays qui se situent au-dessus de la ligne des 45 degrés avaient des valeurs d'IDH plus élevées en 2012 qu'en 1990. Les marqueurs gris et bleus indiquent les pays présentant une augmentation significative supérieure à la valeur de l'IDH prévue entre 1990 et 2012, compte tenu de la valeur de leur IDH initial en 1990. Ces pays ont été identifiés sur la base des variances résiduelles obtenues à partir d'une régression du changement du logarithme de l'IDH entre 2012 et 1990 sur le logarithme de l'IDH de 1990. Les pays signalés font partie du groupe de ceux qui ont amélioré rapidement leur IDH, lesquels seront analysés dans le détail au Chapitre 3. Source : calculs du BRDH.

Le Sud émerge aujourd'hui à côté du Nord comme un terrain fertile pour l'innovation technique et l'entrepreneuriat créatif

Chine et l'Inde ne représentaient à eux trois que 10 % de l'économie mondiale, alors que les six puissances économiques traditionnelles du Nord comptaient pour plus de la moitié. De plus, en 2050, selon les prévisions du présent Rapport, la Chine, l'Inde et le Brésil représenteront ensemble près de 40 % de la production mondiale (figure 2), dépassant largement les productions combinées du bloc du Groupe des Sept actuel.

Dans les pays du Sud, la classe moyenne connaît un essor rapide en termes de taille, de revenu et de perspectives (figure 3). L'énorme quantité de personnes vivant dans les pays du Sud (les milliards de consommateurs et de citoyens) multiplie les conséquences des actions menées par les gouvernements, les entreprises et les institutions internationales de la région sur le développement humain. Le Sud émerge aujourd'hui à côté du Nord comme un terrain fertile pour l'innovation technique et l'entrepreneuriat créatif. Dans le cadre des échanges Nord-Sud, les économies nouvellement industrialisées ont développé des compétences pour fabriquer des produits complexes destinés aux marchés des pays développés. Cependant, les

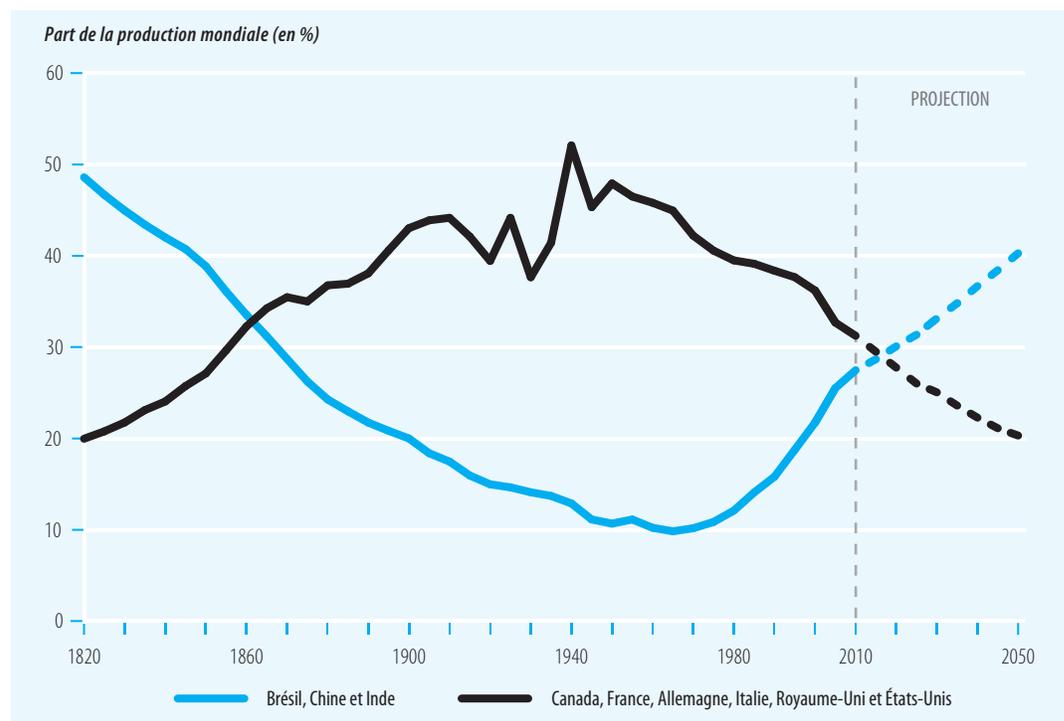
interactions Sud-Sud ont permis aux entreprises des pays du Sud de s'adapter et d'innover avec des produits et des processus plus adaptés aux besoins locaux.

La situation du développement humain

L'indice de développement humain (IDH) en 2012 révèle des progrès significatifs. Au cours des dernières décennies, des pays du monde entier ont convergé vers des niveaux de développement humain plus élevés. Le rythme des progrès de l'IDH a été plus rapide dans des pays classés dans les catégories inférieures ou moyennes du développement humain. C'est une excellente nouvelle. Mais les progrès exigent davantage qu'une amélioration moyenne de l'IDH. Des augmentations de l'IDH associées à une augmentation des inégalités des revenus, des modèles de consommation non durables, des dépenses militaires élevées et une faible cohésion sociale, ne sont ni souhaitables ni durables (encadré 1).

FIGURE 2

Le Brésil, la Chine et l'Inde combinés devraient représenter 40 % de la production mondiale en 2050, contre 10 % en 1950



Remarque : la production est mesurée en termes de parité de pouvoir d'achat du dollar de 1990.

Source : interpolation par le BRDH des données historiques de Maddison (2010) et estimations tirées de Pardee Center for International Futures (2013).

L'équité est un élément essentiel du développement humain. Toute personne a le droit de mener une vie épanouissante selon ses valeurs et ses aspirations personnelles. Personne ne devrait être condamné à une existence brève et misérable du seul fait d'être né au sein de la « mauvaise » classe ou race, du « mauvais » groupe ethnique ou sexe, ou encore dans le « mauvais » pays. Les inégalités freinent le rythme du développement humain, allant parfois jusqu'à l'empêcher totalement. À l'échelle mondiale, les inégalités en matière de santé et d'éducation ont diminué davantage que celles liées au revenu depuis 20 ans (figure 4). La plupart des études s'accordent sur l'ampleur des inégalités mondiales en termes de revenus, même si le consensus n'est pas total à l'égard des tendances récentes.

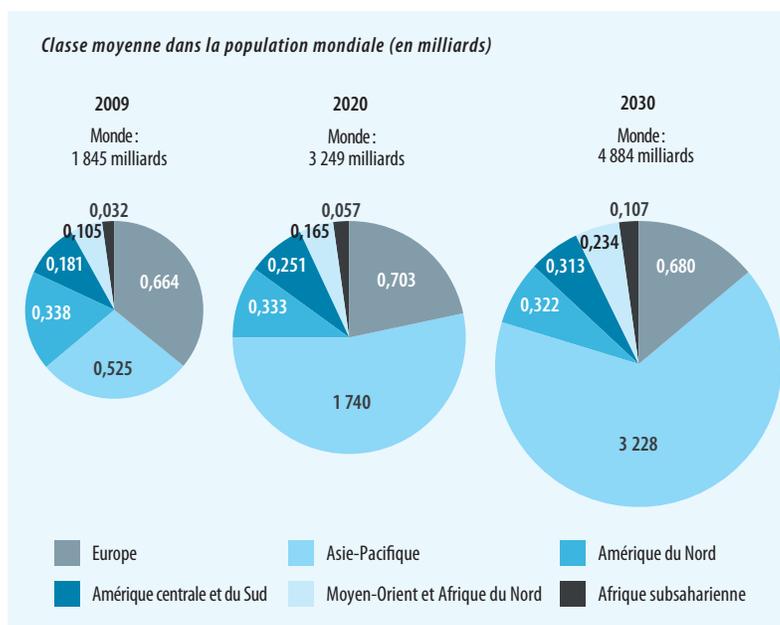
Un Sud plus mondialisé

La production mondiale subit un processus de rééquilibrage inédit, allant à l'encontre des tendances des 150 dernières années. Les mouvements transfrontaliers de biens, de services, de personnes et d'idées ont connu une croissance remarquable. En 2011, les échanges commerciaux représentent presque 60 % de la production mondiale. Les pays en développement ont joué ici un rôle majeur (encadré 2) : entre 1980 et 2010, leur part dans le commerce mondial des marchandises est passée de 25 % à 47 % et leur part dans la production mondiale est passée de 33 % à 45 %. Les régions en développement ont également renforcé les liens qui les unissent : entre 1980 et 2011, les échanges de marchandises Sud-Sud sont passés de 8,1 % à 26,7 % (figure 5).

Les pays en développement ne participent pas encore pleinement à l'essor du Sud. Ainsi, le changement est plus lent dans la plupart des 49 pays les moins avancés, en particulier ceux qui sont enclavés géographiquement ou sont éloignés des marchés mondiaux. Cependant, beaucoup de ces pays ont d'ores et déjà commencé à bénéficier du commerce, des investissements, des financements et du transfert de technologie Sud-Sud. Des retombées positives de la croissance chinoise ont par exemple bénéficié à d'autres pays, en particulier ses principaux partenaires commerciaux. Cela a permis de compenser jusqu'à un certain point le relâchement de la demande provenant des pays développés. On estime que la croissance dans les pays à faible revenu aurait été de 0,3-1,1 point de pourcentage plus faible entre 2007 et 2010, si la croissance avait chuté

FIGURE 3

L'expansion de la classe moyenne dans les pays du Sud devrait continuer



Remarque : la classe moyenne comprend des individus qui gagnent ou dépensent 10 à 100 dollars par jour (en termes de parité de pouvoir d'achat en 2005).
Source : Brookings Institution 2012.

en Chine et en Inde comme dans les économies développées.

De nombreux pays ont également bénéficié des retombées pour des secteurs importants du développement humain, en particulier la santé. Si l'on prend l'exemple des sociétés indiennes, elles fournissent des médicaments abordables, de l'équipement médical, des informations et des produits liés aux technologies de la communication et des services aux pays d'Afrique. Les sociétés brésiliennes et sud-africaines ont un impact similaire.

Pourtant, les exportations provenant de pays plus grands peuvent également présenter des inconvénients. Les grands pays génèrent des pressions concurrentielles qui peuvent étouffer la diversification économique et l'industrialisation des pays plus petits. En revanche, des exemples montrent qu'une concurrence de ce type peut être suivie d'une renaissance industrielle. Du jour au lendemain, un pays concurrent peut devenir un partenaire. Le passage de la concurrence à la coopération semble dépendre des politiques mises en œuvre pour répondre aux nouveaux enjeux.

Tous les pays en développement ne participent pas encore pleinement à l'essor du Sud

Quel effet cela fait-il d'être un être humain ?

Il y a presque un demi-siècle, le philosophe Thomas Nagel a publié un célèbre article intitulé « Quel effet cela fait-il d'être une chauve-souris ? » La question que je souhaite poser est la suivante : quel effet cela fait-il d'être un être humain ? En réalité, l'article éclairé de Thomas Nagel dans la *Philosophical Review* parlait en réalité des êtres humains et seulement en partie des chauves-souris. Parmi les questions abordées, Nagel faisait preuve d'un profond scepticisme à l'égard de la tentation ressentie par les tenants de l'observation scientifique de réduire l'expérience d'être une chauve souris (ou de façon similaire, un être humain) aux phénomènes physiques associés dans le cerveau ou ailleurs dans le corps, auxquels on accède facilement à partir de l'examen extérieur. Le sentiment d'être une chauve-souris ou un humain peut difficilement être réduit à la sensation de certaines vibrations dans le cerveau et dans le corps. La complexité de la première question ne peut être résolue par un traitement simple de la deuxième (bien qu'il soit tentant de le faire).

La fine pointe de la notion de développement humain est également basée sur une distinction, mais d'un type différent du contraste épistémologique de base établi par Nagel. L'approche pionnière de Mahbub-ul-Haq à travers les Rapports sur le développement humain successifs qui a débuté en 1990 se situe entre, d'une part, l'épineux problème d'évaluer la richesse des vies humaines, notamment les libertés que les êtres humains considèrent, avec raison, importantes, et d'autre part, l'exercice beaucoup plus facile de suivre les revenus et autres ressources externes que les personnes, ou les nations, possèdent. Le produit intérieur brut (PIB) est beaucoup plus facile à constater et à mesurer que la qualité de vie des personnes. Cependant, le bien-être et la liberté, ainsi que les liens qu'ils entretiennent avec l'équité et la justice dans le monde, ne peuvent pas simplement se réduire à la mesure du PIB et à son taux de croissance, comme beaucoup de personnes sont tentées de le faire.

La complexité intrinsèque du développement humain doit absolument être reconnue, en partie parce que cela ne devrait pas nous empêcher de changer la question : il s'agissait là du point central qui avait suscité l'audacieuse initiative de Mahbub-ul-Haq, de compléter, et dans une certaine mesure de remplacer, le PIB. Mais, outre cela, une question difficile se posait, laquelle est également une partie inévitable de ce qu'on appelle « la notion de développement humain ». Nous pourrions, pour des raisons de facilité, utiliser plusieurs indicateurs simples du développement humain, notamment l'IDH basé sur trois variables seulement, avec une règle très simple pour les pondérer, mais la quête ne s'achève pas ici. Nous ne devrions pas faire fi des raccourcis utiles et valables – l'IDH pourrait nous en apprendre beaucoup plus sur la qualité de la vie que le PIB – mais nous ne devrions pas davantage nous contenter entièrement des résultats immédiats obtenus à l'aide de ces raccourcis, dans un monde de pratique constante. L'évaluation de la qualité de vie constitue un exercice beaucoup plus complexe que ce qui peut être obtenu grâce à un seul nombre, même si la sélection des variables à inclure est réellement judicieuse, ainsi que le choix de la procédure de pondération.

Mais, la prise de conscience de la complexité a d'autres implications tout aussi importantes. Le rôle crucial de la raison publique, particulièrement mise en valeur dans le présent Rapport sur le développement humain, provient en partie de la reconnaissance de cette complexité. Seul celui qui porte la chaussure sait où elle meurtrit le plus, mais des arrangements destinés à éviter la douleur ne peuvent être appliqués de manière efficace sans laisser s'exprimer la voix des personnes et leur offrir des opportunités concrètes de débat public. L'importance des différents éléments pour évaluer le bien-être et la liberté des personnes peut facilement être appréciée et évaluée à travers un dialogue constant parmi la population, avec un impact sur l'élaboration des politiques publiques. L'importance cruciale de telles initiatives, notamment ce que l'on appelle le Printemps arabe et les manifestations de masse ailleurs dans le monde, correspond à l'importance épistémologique des personnes s'exprimant par elles-mêmes, en dialogue avec les autres, sur ce qui les fait souffrir et les injustices qu'elles souhaitent éliminer. Les questions à débattre sont nombreuses, entre nous et avec les fonctionnaires qui élaborent les politiques.

Les responsabilités dialogiques, correctement appréciées à tous les niveaux de gouvernance, doivent également inclure la représentation des intérêts des personnes qui ne sont pas présentes pour exprimer leurs inquiétudes de vive voix. Le développement humain ne peut pas rester indifférent aux générations futures, juste parce qu'elles ne sont pas – encore – là. Mais les êtres humains possèdent la capacité de penser sur les autres, et leurs vies, et l'art des politiciens responsables et qui rendent des comptes, est d'élargir le dialogue depuis des inquiétudes étroitement individuelles jusqu'à la compréhension sociale générale de l'importance des besoins et des libertés des personnes, tant dans le futur qu'aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'inclure simplement ces inquiétudes dans un indicateur individuel, par exemple en surchargeant l'IDH déjà très chargé (lequel ne représente, de toute façon, que le bien-être et la liberté actuels), mais il s'agit certainement de s'assurer que les débats sur le développement humain intègrent ces autres préoccupations. Les Rapports sur le développement humain peuvent continuer à contribuer à cette expansion à travers des explications et des tableaux contenant des informations pertinentes.

L'approche du développement humain constitue une avancée majeure dans le périlleux exercice consistant à comprendre les réussites et les privations de la vie humaine, et à apprécier l'importance de la réflexion et du dialogue, grâce auxquels il est possible de créer un monde plus équitable et plus juste. Il se pourrait que nous ressemblions à des chauves-souris en n'étant pas facilement accessibles aux mesures de l'impatient observateur scientifique, mais nous sommes également capables de penser et de parler de nos vies aux multiples facettes et de celles des autres (aujourd'hui et demain) d'une façon difficilement accessible aux chauves-souris. Être un être humain est semblable à être une chauve-souris, mais aussi très différent.

Les moteurs de transformation du développement

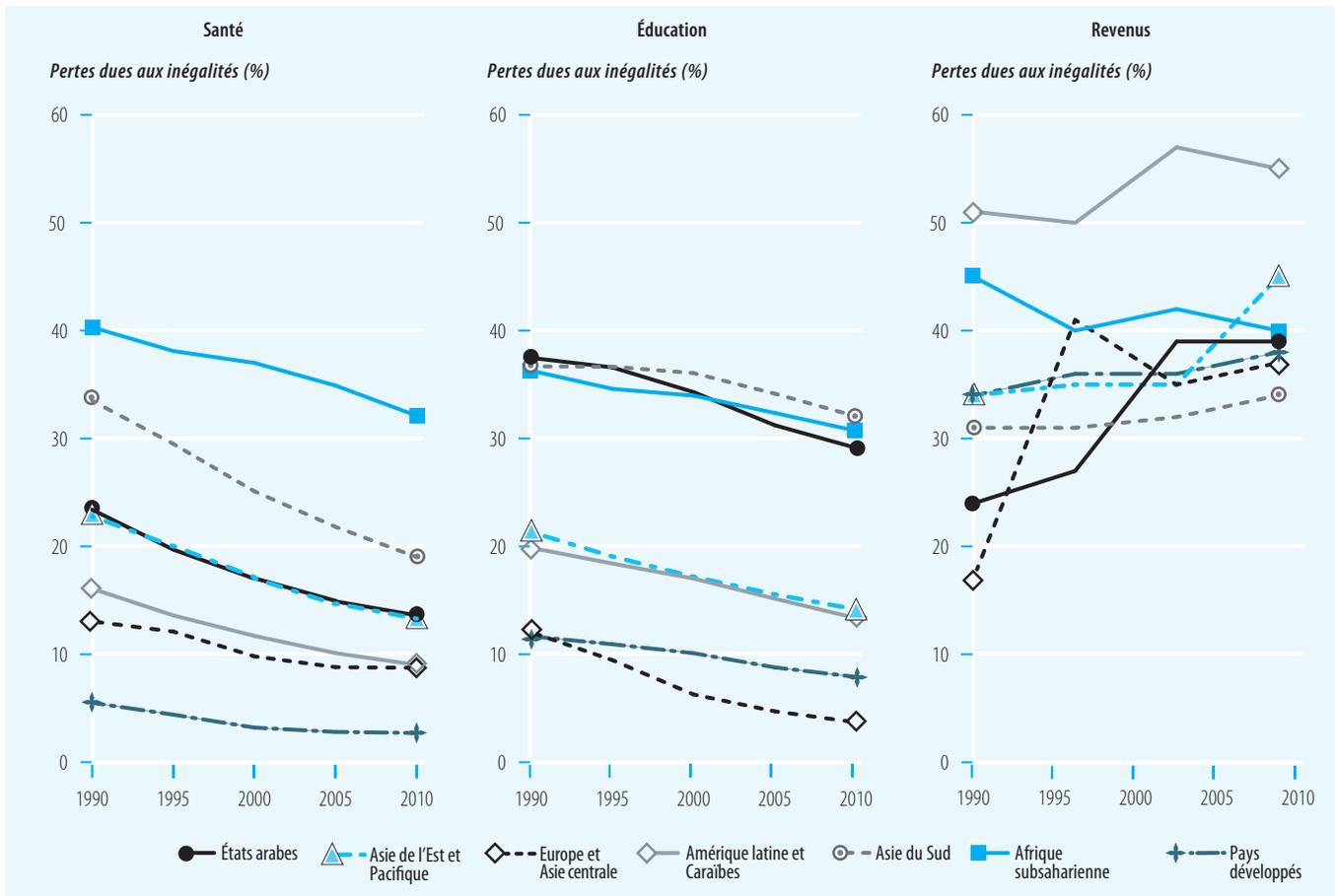
Nombreux sont les pays qui ont réalisé des progrès remarquables au cours des deux dernières décennies : tous ont contribué de manière générale à l'essor du Sud. Toutefois, certains sont parvenus non seulement à augmenter de manière notable le revenu national, mais aussi à dépasser la moyenne des performances d'indicateurs sociaux tels que la santé et l'éducation (figure 6).

Comment autant de pays du Sud ont-ils pu réussir à transformer leurs perspectives de

développement humain ? Dans la plupart de ces pays, le développement a été soutenu par trois moteurs principaux : un État proactif en matière de développement, des marchés mondiaux accessibles et une innovation déterminée en matière de politique sociale. Ces moteurs ne dérivent pas de conceptions abstraites sur le fonctionnement du développement ; ils ont plutôt été éprouvés par les expériences de développement transformationnel menées dans de nombreux pays du Sud. En outre, ils constituent un défi pour les approches préconçues et normatives : d'une part, ils remettent en cause un nombre de préceptes collectivistes et de gestion centralisée,

FIGURE 4

De nombreuses régions affichent une augmentation des inégalités de revenus et une diminution des inégalités en matière d'éducation et de santé



Remarque : selon un panel équilibré pondéré par la population de 182 pays pour les pertes dues aux inégalités en matière de santé, 144 pour les pertes dues aux inégalités en matière d'éducation et 66 pays pour les pertes dues aux inégalités de revenus. Les données sur les inégalités de revenus d'après Milanović (2010) sont disponibles pendant l'année 2005.

Source: calculs du BRDH d'après les données sur la santé figurant dans les tables de mortalité du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, les données sur l'éducation de Barro et Lee (2010) et les données sur l'inégalité des revenus de Milanović (2010).

d'autre part, ils divergent de la libéralisation sans limites défendue par le consensus de Washington.

Moteur 1 : des États engagés

Un État fort, dynamique et responsable élabore des politiques pour les secteurs public et privé, fondées sur une vision et un leadership à long terme, des normes et des valeurs partagées et des lois et des institutions qui favorisent la confiance et la cohésion. Pour parvenir à une transformation durable, les pays doivent adopter une approche du développement cohérente et équilibrée. Ceux qui ont réussi à stimuler et à soutenir leur croissance, en termes de revenu et de développement humain, n'ont pourtant pas suivi une recette unique. Confrontés à différents défis, ils ont adopté des politiques diverses relatives à la réglementation du marché, la promotion des exportations,

le développement industriel et les progrès technologiques. Les priorités doivent être axées sur les personnes et favoriser les opportunités tout en protégeant ces mêmes personnes contre les risques potentiels. Les gouvernements peuvent soutenir des industries qui, à cause de marchés incomplets, n'auraient aucune chance d'émerger autrement. Cette situation risque de favoriser la recherche de rente et le « copinage », mais elle a néanmoins permis à plusieurs pays du Sud de transformer des industries inefficaces en premiers moteurs d'exportations, alors que leurs économies devenaient plus ouvertes.

Dans des sociétés complexes et de grande taille, les résultats d'une politique quelle qu'elle soit sont toujours incertains. Les États favorisant le développement doivent donc être avant tout pragmatiques et tester un large éventail

L'intégration du Sud dans l'économie mondiale et le développement humain

Sur un échantillon de 107 pays en développement étudié entre 1990 et 2010, environ 87 % peuvent être considérés comme mondialement intégrés : leur part du commerce dans la production a augmenté, ils disposent de nombreux partenaires commerciaux de premier ordre¹ et conservent une part du commerce dans la production élevée en comparaison avec des pays aux revenus similaires². L'ensemble de ces pays en développement sont également bien plus connectés au monde et entre eux : l'accès à Internet s'est considérablement amélioré, le taux de croissance annuel moyen du nombre d'utilisateurs ayant dépassé les 30 % entre 2000 et 2010.

Bien qu'ils ne soient pas tous mondialement intégrés, les pays en développement ont rapidement affiché un meilleur indice de développement humain. À l'inverse, tous les pays en développement dont l'IDH a le plus progressé en comparaison avec leurs homologues entre 1990 et 2012 (au moins 45 dans le présent échantillon) se sont mieux intégrés à l'économie mondiale au cours des vingt dernières années : l'augmentation moyenne de leur part du commerce dans la production est d'environ 13 points de pourcentage supérieure à celle enregistrée par le groupe de pays en développement dont la hausse de l'IDH reste modeste. Cette tendance confirme de précédentes recherches qui montraient que les pays s'ouvraient généralement davantage en se développant³.

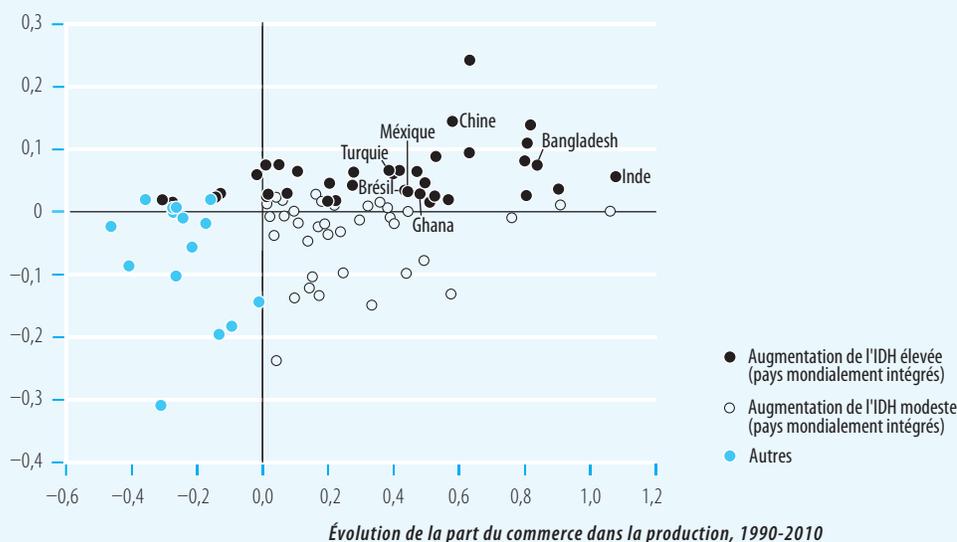
Les pays plus intégrés et qui ont amélioré considérablement leur IDH ne comprennent pas que les pays les plus grands et les plus médiatisés ; on

compte également des dizaines de pays plus petits et les moins avancés. Ce groupe est donc plus important et plus varié que les économies de marché émergentes, souvent désignées par les acronymes BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), IBSA (Inde, Brésil et Afrique du Sud), CIVETS (Colombie, Indonésie, Viet Nam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud) et MIST (Mexique, Indonésie, Corée du Sud [République de Corée] et Turquie).

Les chiffres ci-dessous confrontent les améliorations d'IDH⁴ aux évolutions de la part du commerce dans la production, indicateur du degré de participation sur les marchés mondiaux. Plus des quatre cinquièmes de ces pays en développement ont augmenté leur part du commerce dans la production entre 1990 et 2012. À noter trois exceptions (Indonésie, Pakistan et Venezuela), à savoir trois grands pays ayant également amélioré notablement leur IDH et qui sont considérés comme acteurs globaux sur les marchés mondiaux, exportant ou important avec au moins 80 pays. Deux petits pays dont la part du commerce dans la production a baissé (Maurice et Panama) poursuivent leurs échanges commerciaux à des niveaux qu'on n'aurait imaginés de la part de pays aux revenus similaires. L'ensemble des pays ayant considérablement amélioré leur IDH et leur part du commerce dans la production entre 1990 et 2012 apparaissent dans la partie supérieure droite de la figure. Les pays de la partie inférieure droite (notamment le Kenya, les Philippines et l'Afrique du Sud) ont augmenté leur part du commerce dans la production mais leurs résultats en matière d'IDH sont restés modestes.

Progrès humain et expansion du commerce dans les pays du Sud

Amélioration relative de l'IDH, 1990–2012



1. Volume du commerce bilatéral dépassant 2 millions de dollars en 2010-2011.

2. Sur la base des résultats d'une analyse de régression transnationale de la part du commerce dans la production par rapport au revenu national brut (RNB) par habitant, prenant en compte la population et l'accès à la mer.

3. Voir Rodrik (2001).

4. L'amélioration relative de l'IDH est mesurée par les valeurs résiduelles d'une analyse de régression du changement de logarithme de l'IDH entre 1990 et 2012 par rapport au logarithme du début de l'IDH en 1990. Cinq pays indiqués en gris dans la partie supérieure gauche ont amélioré considérablement leur IDH mais bien que leur part du commerce dans la production ait diminué entre 1990 et 2010, ils ont soit conservé un grand nombre de relations commerciales d'importance au niveau mondial, soit amplifié leurs échanges commerciaux plus que ne le font généralement les pays ayant un revenu par habitant comparable. Les pays indiqués en gris dans les parties inférieure droite et supérieure droite n'ont affiché que de modestes améliorations de leur IDH entre 1990 et 2012 mais ont augmenté leur part du commerce dans la production ou ont conservé un grand nombre de relations commerciales d'importance.

Source : calculs du BRDH ; parts du commerce dans la production relevées par la Banque mondiale (2012a).

d'approches différentes. Certains traits dominants se dégagent : les États en faveur du développement ont notamment étendu les services sociaux de base. Investir dans les capacités des personnes

– à travers la santé, l'éducation et autres services publics – n'est pas un élément parmi d'autres du processus de croissance, il en fait partie intégrante (figures 7 et 8). Le déploiement rapide d'emplois

de qualité constitue un élément critique de la croissance qui favorise le développement humain.

Moteur 2 : l'accès aux marchés mondiaux

Les marchés mondiaux ont joué un rôle important dans les progrès réalisés. Tous les nouveaux pays en voie d'industrialisation ont appliqué la stratégie consistant à « importer ce que le reste du monde connaît et exporter ce qu'il souhaite ». Mais, encore plus importantes ont été les conditions d'engagement avec ces marchés. Sans un investissement au niveau des individus, les avantages offerts par les marchés mondiaux tendent à être limités. Le succès ne semble pas découler d'une ouverture soudaine, mais d'une intégration graduelle et par étapes à l'économie mondiale, en fonction des circonstances nationales, et accompagnée d'un investissement dans les personnes, les institutions et les infrastructures. Les petites économies se sont orientées avec succès vers les produits de niche. Ce succès est souvent le fruit d'aides de la part de l'État qui ont permis de consolider les compétences existantes ou d'en créer de nouvelles.

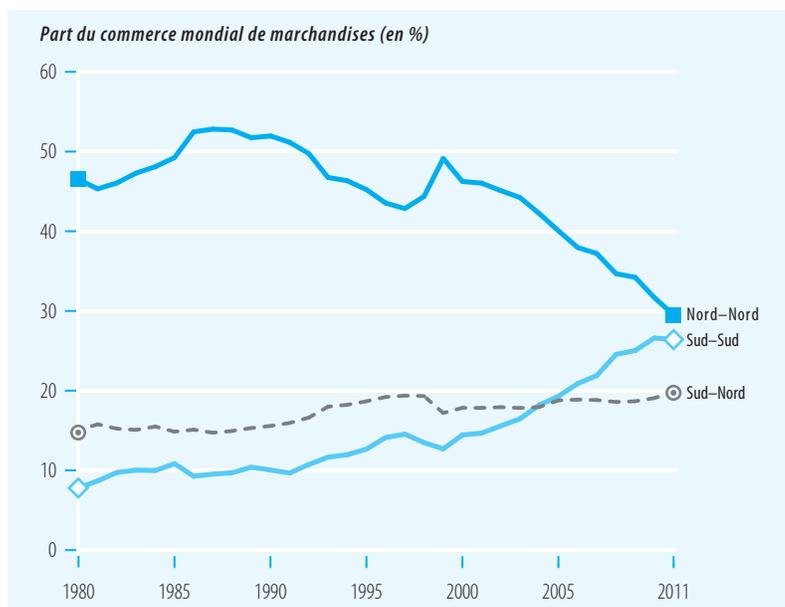
Moteur 3 : innovation en matière de politique sociale

Rares sont les pays qui ont maintenu une croissance rapide sans avoir investi massivement dans le secteur public, non seulement dans les infrastructures, mais également dans l'éducation et la santé. L'objectif est de créer des cercles vertueux destinés au renforcement réciproque des politiques sociales et de la croissance. Dans les pays où les inégalités de revenus sont faibles, la croissance réduit de manière plus efficace la pauvreté que dans ceux où ces inégalités sont élevées. La promotion de l'égalité, surtout entre les différentes religions, groupes ethniques ou raciaux, permet également de réduire les conflits sociaux.

L'éducation, la santé, la protection sociale, l'autonomisation juridique et l'organisation sociale permettent aux personnes pauvres de participer à la croissance. L'équilibre entre les secteurs, avec une attention toute particulière portée au secteur rural, ainsi que la nature et le rythme de l'expansion de l'emploi sont des facteurs clés pour déterminer jusqu'à quel point la croissance augmente les revenus. Cependant, ces instruments politiques simples ne sont pas toujours capables de démarginaliser les laissés-pour-compte. Les marges pauvres de la société luttent pour faire entendre leurs problèmes et les gouvernements ne veillent pas toujours à ce que tout le monde bénéficie de leurs services. La

FIGURE 5

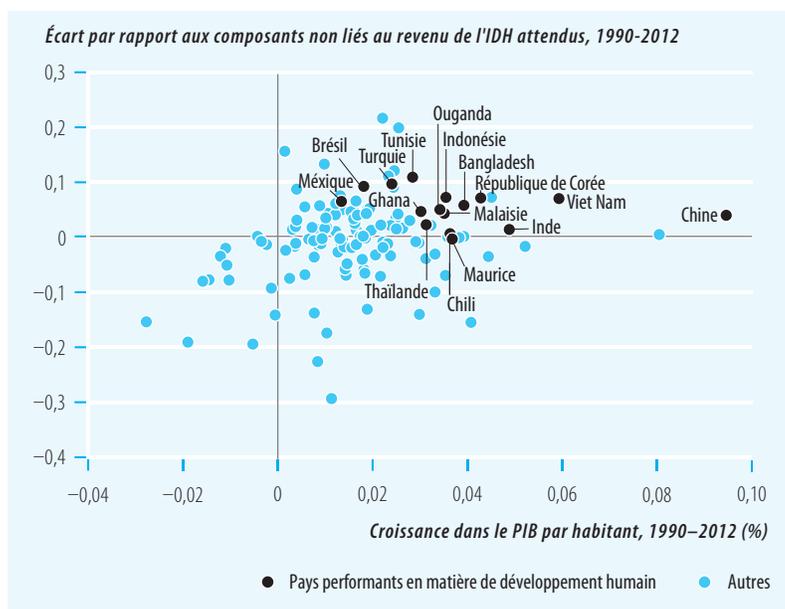
La part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial de marchandises a plus que triplé entre 1980 et 2011, tandis que le commerce Nord-Nord déclinait



Remarque : en 1980, le Nord fait référence à l'Australie, au Canada, au Japon, à la Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et à l'Europe occidentale.
Source : calculs du BRDH basés sur l'UNSD (2012).

FIGURE 6

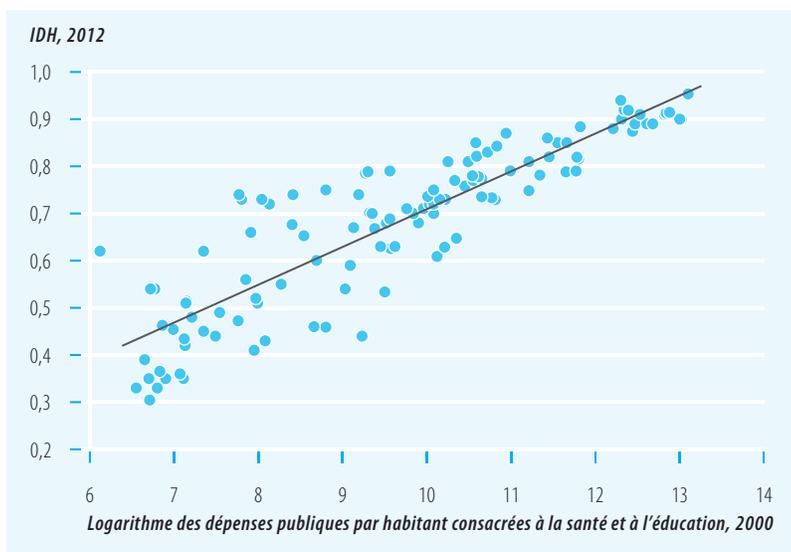
Plusieurs pays ont réalisé de bonnes performances tant dans les composants liés au revenu que non liés au revenu de l'IDH



Remarque : d'après un groupe équilibré de 96 pays.
Source : calculs du BRDH.

FIGURE 7

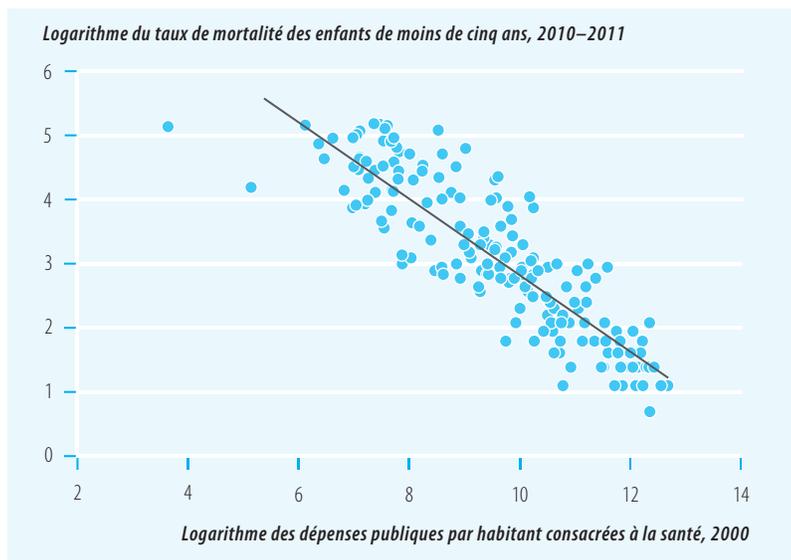
Il existe une corrélation positive entre les valeurs de l'IDH actuel et les dépenses publiques antérieures...



Source : estimations du BRDH et de la Banque mondiale (2012a).

FIGURE 8

... tout comme entre le taux actuel de survie des enfants et les dépenses publiques antérieures dédiées à la santé



Source : calculs du BRDH d'après les données de la Banque mondiale (2012a).

politique sociale doit promouvoir l'inclusion, la garantie de non-discrimination et d'un traitement équitable constituant les piliers d'une stabilité sociale et politique. Elle doit également offrir des services sociaux de base capables de soutenir une croissance économique à long terme en aidant à la création d'une main d'œuvre éduquée et en bonne santé. De tels services ne doivent pas nécessairement être prêtés par le secteur public. Mais l'État doit s'assurer que tous les citoyens disposent d'un accès sûr aux besoins fondamentaux propres au développement humain (voir Encadré 3).

Les programmes de transformation du développement qui favorisent le développement humain comportent donc plusieurs aspects. Ils élargissent les ressources des individus en universalisant l'accès aux services de base. Ils améliorent le fonctionnement de l'État et des institutions sociales pour promouvoir une croissance équitable où les bénéfices sont répartis. Ils réduisent les contraintes bureaucratiques et sociales sur l'action économique et la mobilité sociale. Et ils responsabilisent les instances dirigeantes.

Le maintien de la dynamique

De nombreux pays du Sud ont connu un succès important. Cependant, même dans les pays dont la réussite a été la plus éclatante, les succès futurs ne sont pas garantis pour autant. Que doivent faire les pays du Sud pour maintenir leurs progrès en matière de développement humain et comment répercuter ces avancées à d'autres pays ? Le présent Rapport signale quatre domaines importants pour y parvenir : renforcer l'équité ; permettre l'expression des points de vue et la participation ; affronter les problèmes environnementaux ; et gérer le changement démographique. Le présent Rapport souligne le coût élevé de l'inaction politique et plaide en faveur de politiques plus ambitieuses.

Renforcer l'équité

Une plus grande équité (entre les hommes et les femmes, et entre d'autres groupes) n'est pas seulement importante en elle-même, mais aussi pour la promotion du développement humain. L'éducation est l'un des instruments les plus efficaces dans ce domaine car elle stimule la confiance en soi des personnes, ce qui leur permet de trouver de meilleurs emplois, de s'engager dans le débat public et de revendiquer auprès des

Pourquoi la ville de New York s'est tournée vers les pays du Sud à la recherche de conseils sur les politiques de lutte contre la pauvreté

À New York, nous travaillons pour améliorer les vies de nos résidents de multiples façons. Nous continuons d'améliorer la qualité de l'éducation dans nos écoles. Nous avons amélioré la santé des New-Yorkais en réduisant le tabac et l'obésité. Et nous avons embelli le paysage urbain en ajoutant des pistes cyclables et en plantant des centaines de milliers d'arbres.

Nous avons également cherché à réduire la pauvreté en nous dotant de nouveaux moyens pour préparer nos jeunes à de brillants avenir et les rendre autosuffisants. Pour guider nos efforts, nous avons établi le Center for Economic Opportunity. Sa mission est d'identifier les stratégies permettant de briser le cycle de la pauvreté grâce à des initiatives novatrices sur l'éducation, la santé et l'emploi.

Ces six dernières années, le Centre a lancé plus de 50 programmes pilotes en partenariat avec des agences municipales et des centaines d'organisations locales. Il a développé un plan d'évaluation personnalisée pour chacun de ces pilotes contrôlant leurs performances, comparant les résultats et déterminant les stratégies les plus efficaces pour réduire la pauvreté et créer des perspectives. Les programmes couronnés de succès sont financés par de nouveaux fonds publics et privés. Les programmes infructueux sont arrêtés et les ressources sont réinvesties dans de nouvelles stratégies. Les résultats du Centre sont ensuite diffusés au sein des agences gouvernementales et partagés avec les décideurs, les partenaires à but non lucratif et les donateurs privés, mais aussi avec les collègues qui, dans le pays et dans le monde, sont en quête de nouvelles solutions pour briser le cycle de la pauvreté.

New York a la chance de posséder les esprits les plus brillants au monde pour travailler dans nos entreprises et nos universités bien que nous ayons conscience qu'il reste encore beaucoup à apprendre des programmes développés ailleurs. C'est la raison pour laquelle le Centre a entrepris une étude internationale des stratégies prometteuses en matière de lutte contre la pauvreté.

En 2007, le Centre a lancé Opportunity NYC: Family Rewards, le premier programme de transfert monétaire assorti de conditions aux États-Unis. Fondé sur des principes similaires à d'autres programmes en place dans 20 autres pays, Family Rewards réduit la pauvreté en fournissant aux ménages des incitations pour les soins de santé préventive, l'éducation et la formation professionnelle. Nous nous sommes inspirés du Brésil, du Mexique et de dizaines d'autres pays pour élaborer Family Rewards. À la fin des trois années pilotes, nous savions quels étaient les éléments du programme qui fonctionnaient pour la ville de New York. Ce sont maintenant des informations précieuses pour une nouvelle génération de programmes dans le monde entier.

Avant le lancement de Opportunity NYC: Family Rewards, j'ai visité Toluca, au Mexique, pour apprécier de première main les résultats de l'excellent programme fédéral de transfert monétaire assorti de conditions du Mexique, Oportunidades. Nous avons également participé à l'échange d'apprentissage Nord-Sud organisé par les Nations Unies. Nous avons travaillé avec la Fondation Rockefeller, la Banque mondiale, l'Organisation des États américains et d'autres institutions et décideurs internationaux afin d'échanger des expériences sur les programmes de transfert monétaire assorti de conditions en Amérique latine, mais aussi en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie.

Nos échanges ne sont pas limités à ce type de programme ; ils portent, entre autres, sur des approches novatrices pour le transport urbain et de nouvelles initiatives en faveur de l'éducation.

Personne n'a le monopole des bonnes idées, c'est pourquoi New York continuera de s'enrichir des meilleures pratiques d'autres villes et pays. Et, à mesure que nous adaptons et évaluons de nouveaux programmes dans notre propre ville, nous réitérons notre engagement à rendre service à notre tour et à marquer de notre empreinte durable les communautés autour du monde.

gouvernements des droits en matière de santé, de sécurité sociale et autres.

L'éducation présente également des avantages profonds sur la santé et la mortalité (encadré 4). Les recherches réalisées dans le cadre du présent Rapport ont montré que le niveau d'instruction d'une mère est plus important pour la survie de son enfant que le revenu du foyer ou la richesse et que les interventions politiques ont un impact plus significatif là où les résultats scolaires sont initialement plus faibles. Cela a des implications politiques profondes, pouvant potentiellement faire passer la priorité à mettre l'accent sur des mesures à prendre pour améliorer l'éducation des filles au lieu de renforcer les revenus du ménage.

Le présent Rapport insiste sur l'importance de politiques ambitieuses. Un scénario de progrès accéléré suggère que les pays avec un IDH faible peuvent converger vers les niveaux de développement humain atteints par des pays avec un IDH élevé ou très élevé. En 2050, l'IDH agrégé pourrait s'élever à 52 % dans l'Afrique subsaharienne (de 0,402 à 0,612) et 36 % en Asie du Sud (de 0,527 à 0,714). Ce type d'interventions politiques aura également des effets positifs sur la lutte contre la pauvreté. Par contre, le coût de l'inaction augmentera, en

particulier dans les pays à faible IDH qui sont les plus vulnérables. Par exemple, si des politiques universelles ambitieuses en matière d'éducation ne sont pas mises en œuvre, des piliers essentiels du développement humain pour les générations futures seront affectés négativement.

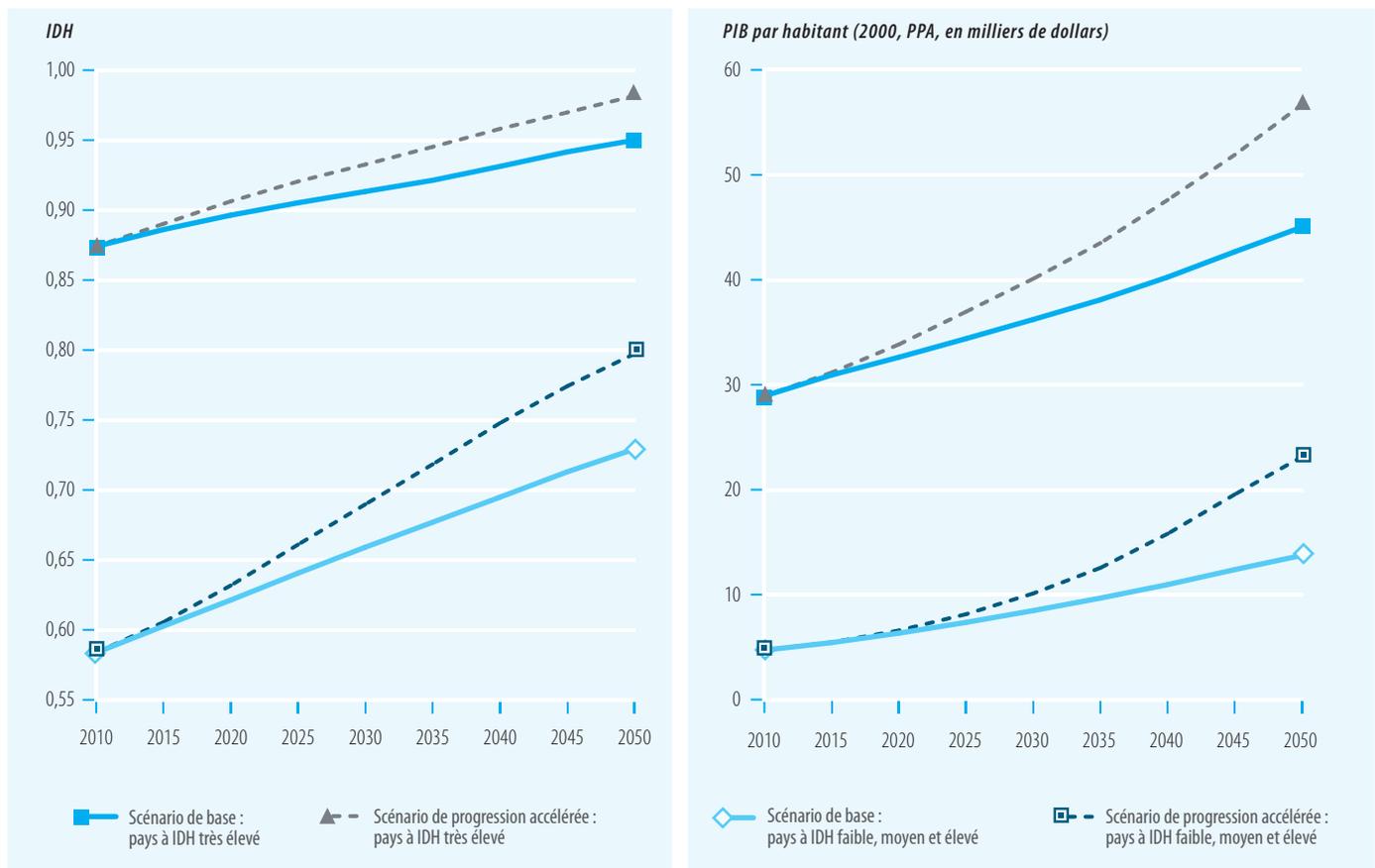
Favoriser la représentation et la participation

Sans la participation concrète des personnes aux événements et aux processus qui affectent leurs vies, les modes de développement humain nationaux ne seront ni souhaitables ni durables. Les personnes doivent être en mesure d'influencer les décisions et les résultats et il est crucial d'offrir aux jeunes des perspectives économiques et une participation politique plus importantes, et de la redevabilité.

Le mécontentement est de plus en plus important au Nord comme au Sud, car les peuples veulent pouvoir exprimer davantage leurs inquiétudes et influencer les décisions politiques, en particulier en matière de protection sociale de base. Les jeunes se trouvent parmi les contestataires les plus actifs. Il s'agit en partie d'une réaction à la pénurie d'emplois et aux possibilités réduites d'en trouver un pour des jeunes gens

Le présent Rapport insiste sur l'importance de politiques ambitieuses

FIGURE 9



En termes de développement humain, le coût de l'inaction est plus important pour les pays ayant une valeur de l'IDH relativement plus bas. En termes de diminution du PIB par habitant, le coût de l'inaction est proportionnellement le même pour tous les pays quel que soit la valeur de leur IDH.

Source : calculs du BRDH d'après Pardee Center for International Futures (2013).

instruits. L'histoire fourmille d'exemples de rébellions populaires contre des gouvernements irresponsables. De tels soulèvements peuvent faire dérailler le développement humain car les troubles sociaux entravent l'investissement et la croissance et les gouvernements autoritaires dévient les ressources pour maintenir la loi et l'ordre.

Il est difficile de prévoir le moment où les sociétés atteindront les seuils de basculement. Les manifestations massives, en particulier des personnes instruites, surviennent souvent lorsque les populations se sentent exclues des décisions politiques et que les perspectives économiques moroses réduisent le coût économique d'y participer. Ces « formes de participation politique intense » sont aujourd'hui plus faciles à coordonner grâce aux nouveaux outils de communication de masse.

Affronter les défis environnementaux

Alors que les menaces environnementales comme le changement climatique, la déforestation, la pollution de l'air et de l'eau et les catastrophes naturelles touchent tout un chacun, les pays et les communautés pauvres sont les plus affectés. Le changement climatique a d'ores et déjà exacerbé les menaces environnementales et la destruction des écosystèmes réduit les moyens de subsistance, en particulier pour les personnes pauvres.

Bien que les pays à faible IDH participent peu au changement climatique global, ils semblent devoir subir les pertes les plus importantes en termes de précipitations annuelles et l'augmentation accélérée de leur variabilité, ce qui a des implications directes sur la production et les moyens d'existence agricoles. L'ampleur de telles pertes révèle l'urgence de mesures visant à augmenter la capacité des personnes à s'adapter au changement climatique global.

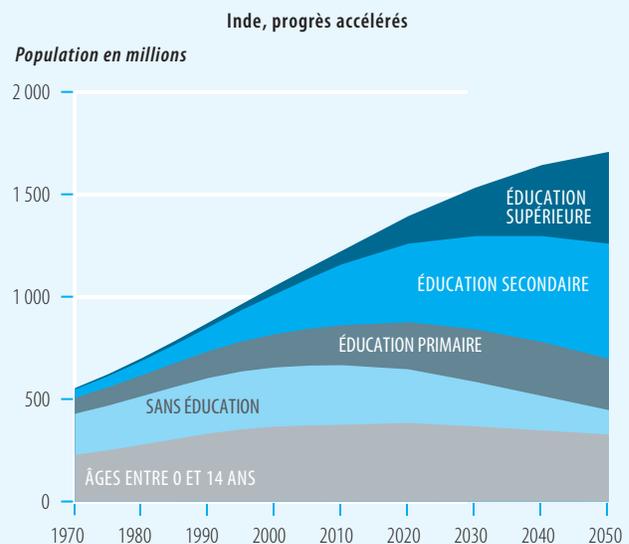
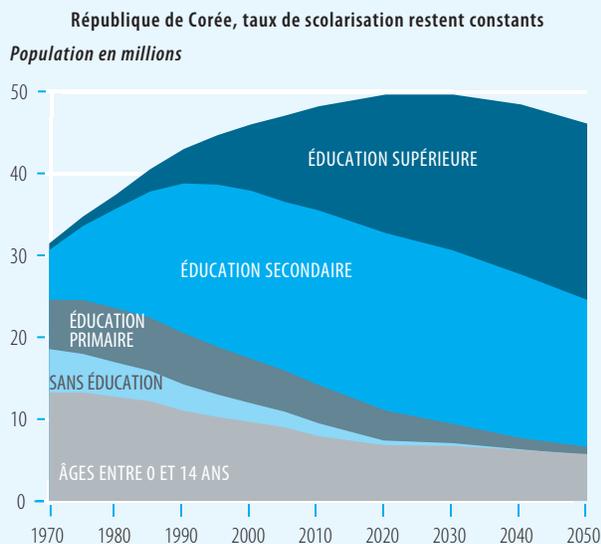
Pourquoi les perspectives de la population seront probablement différentes entre la République de Corée et l'Inde ?

Le niveau d'instruction a rapidement augmenté en République de Corée. Dans les années 1950, une grande proportion des enfants en âge scolaire ne recevait aucune éducation formelle. Aujourd'hui, les jeunes femmes coréennes se trouvent parmi les femmes les mieux éduquées du monde : plus de la moitié d'entre elles ont achevé leurs études supérieures. Par conséquent, les personnes âgées coréennes de demain seront beaucoup mieux instruites que celles d'aujourd'hui (voir figure) et, grâce à la corrélation positive entre éducation et santé, elles sont susceptibles d'être en meilleure santé.

En supposant que les taux de scolarisation (qui sont élevés) restent constants, la part de la population âgée de moins de 14 ans passera de 16 % en 2010 à 13 % en 2050. Il se produira également un changement important au niveau de la composition éducative de la population, la part de l'éducation supérieure devant s'élever, selon les estimations, de 26 % à 47 %.

Quant à l'Inde, la situation est très différente. Avant l'année 2000, plus de la moitié de la population adulte n'avait reçu aucune éducation formelle. Cette part de la population ne diminuera que lentement et ce, malgré l'essor récent de l'éducation de base et une hausse très importante du nombre d'Indiens plus instruits (sans aucun doute un facteur fondamental dans la croissance économique récente de l'Inde). La population de l'Inde devrait croître rapidement, dépassant la Chine en tant que pays le plus peuplé, en partie à cause de ce plus faible niveau d'éducation, notamment des femmes. Même dans un scénario optimiste, qui envisage des avancées semblables à celles de la Corée, la répartition de l'éducation en Inde en 2050 sera toujours très inégale, avec un groupe assez important d'adultes sans éducation (des personnes âgées pour la plupart). Cependant, l'expansion rapide de l'éducation supérieure dans ce scénario générera une population active de jeunes adultes jouissant d'un niveau d'instruction très élevé.

Étude comparative sur l'avenir de la population et de l'éducation entre la République de Corée et l'Inde



Source : Lutz et KC 2013.

L'inaction pourrait s'avérer très coûteuse. Plus l'inaction se prolonge, plus le coût est élevé. Si l'on veut garantir des économies et des sociétés durables, de nouvelles politiques et des changements structurels doivent être mis en œuvre, capables d'harmoniser le développement humain et les objectifs de réduction des émissions pour lutter contre le changement climatique, des stratégies de résilience au climat et des dispositifs de financement public-privé innovants.

Gestion de l'évolution démographique

Entre 1970 et 2011, la population mondiale est passée de 3,6 à 7 milliards d'habitants. Plus le niveau d'instruction de la population mondiale augmente, plus son taux de croissance diminue. Les perspectives de développement sont influencées non seulement par la pyramide des

âges de la population, mais aussi par le nombre de personnes. Un sujet d'inquiétude de plus en plus alarmant est le rapport de dépendance d'un pays, c'est-à-dire le nombre de personnes les plus jeunes et les plus âgées divisé par la population en âge de travailler de 15 à 64 ans.

Certains pays plus pauvres pourraient bénéficier d'un « dividende démographique » au fur et à mesure que la part de leur population en âge de travailler augmente, mais uniquement si cela s'accompagne d'une action politique déterminée. L'éducation des filles, par exemple, peut être un moyen clé pour obtenir un dividende démographique éventuel. Les femmes instruites ont généralement moins d'enfants, lesquels sont mieux instruits et en meilleure santé. De plus, dans de nombreux pays, les femmes instruites ont

des salaires plus élevés que les travailleurs sans instruction.

En revanche, les régions du Sud les plus riches sont confrontées à un problème tout autre : à mesure que la population vieillit, la part des personnes en âge de travailler chute. L'âge de la population constitue un élément important car les pays en développement incapables de sortir de la pauvreté devront lutter pour répondre aux besoins d'une population plus âgée. De nombreux pays en développement disposent actuellement d'une possibilité réduite de tirer tous les avantages du dividende démographique.

Les tendances en matière de démographie ne sont néanmoins pas fatales. Elles peuvent être modifiées en grande partie à travers des politiques d'éducation. Le présent Rapport présente deux scénarios pour la période 2010–2050 : un scénario de base dans lequel les tendances actuelles en matière d'éducation continuent et un scénario à voie rapide dans lequel les pays présentant les conditions de départ les plus négatives se fixent des objectifs ambitieux en matière d'éducation. Pour les pays à faible IDH, la diminution du rapport de dépendance dans le cadre du scénario à voie rapide est deux fois plus élevée que dans le scénario de base. Des politiques éducatives ambitieuses peuvent permettre aux pays à IDH élevé et moyen de freiner l'évolution à la hausse du rapport de dépendance, facilitant ainsi la transition démographique vers un vieillissement de la population.

Pour résoudre ces défis démographiques, il faudra relever les niveaux d'instruction tout en augmentant les opportunités d'emploi productif, en réduisant le chômage, en encourageant la productivité et en accroissant la participation de la main d'œuvre, en particulier pour les femmes et les travailleurs âgés.

Gouvernance et partenariat pour une ère nouvelle

Les nouveaux mécanismes promus par le Sud et le pluralisme qui en résulte remettent en cause les institutions et processus existants dans les domaines traditionnellement multilatéraux de la finance, du commerce, de l'investissement et de la santé, soit directement soit indirectement par le biais d'accords régionaux et intrarégionaux alternatifs. La gouvernance mondiale et régionale repose aujourd'hui sur un patchwork de nouveaux instruments et de vieilles structures, qui requiert une maturation collective sous de nombreux angles. Les réformes des institutions mondiales

doivent être accompagnées d'un renforcement de la coopération avec les institutions régionales et, dans certains cas, d'un élargissement des mandats octroyés à ces institutions régionales. L'obligation des organisations de rendre des comptes doit être étendue à un plus grand nombre d'États-nations, ainsi qu'à un cercle plus large de parties prenantes.

La plupart des institutions et des principes actuels de gouvernance internationale ont été conçus pour un monde très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Dans ce contexte, le Sud est donc sous-représenté. Si elles veulent survivre, les institutions internationales doivent être plus représentatives, transparentes et responsables. Par ailleurs, l'ensemble des processus intergouvernementaux serait dynamisé par une participation accrue des pays du Sud, lesquels peuvent apporter d'importantes ressources financières, technologiques et humaines.

Dans ce contexte, les gouvernements sont à juste titre soucieux de préserver leur souveraineté nationale. Accorder trop d'importance à la primauté de la souveraineté nationale peut favoriser une logique à somme nulle. La stratégie idéale consiste à établir une souveraineté responsable par laquelle les pays engagent une coopération internationale juste, réglementée et responsable, dans le cadre d'efforts collectifs susceptibles d'améliorer le bien-être mondial. Une souveraineté responsable exige également des États qu'ils garantissent le respect des droits de l'homme et la sécurité de leurs citoyens. Conformément à ce point de vue, la souveraineté n'est pas seulement considérée comme un droit, mais comme une responsabilité.

Les implications de ce monde en constante évolution pour la fourniture de biens publics sont profondes. Parmi les domaines qui méritent une attention urgente se trouvent ceux liés au commerce, aux migrations et au changement climatique. Il arrive que les biens publics puissent être délivrés par des institutions régionales capables d'éviter la polarisation qui ralentit parfois les progrès dans le cadre de forums multilatéraux plus importants. Une coopération régionale accrue peut néanmoins présenter des inconvénients, notamment une mosaïque d'institutions fragmentée, complexe et à niveaux multiples. Le défi est donc d'assurer un « pluralisme cohérent » pour que les institutions travaillent à tous les niveaux de manière coordonnée à grande échelle.

Les institutions internationales de gouvernance peuvent être tenues pour responsables, non seulement par leurs États membres, mais aussi par la société civile mondiale. Les organisations

de la société civile ont déjà exercé une influence sur la transparence mondiale et l'établissement de règles, notamment pour des questions liées à l'aide, la dette, les droits de l'homme, la santé et le changement climatique. Les réseaux de la société civile peuvent utiliser aujourd'hui les nouveaux médias et les nouvelles technologies de la communication. Mais ces organisations sont confrontées à des questions concernant leur légitimité et leur responsabilité et peuvent prendre des formes indésirables. Il n'en reste pas moins que la légitimité future de la gouvernance internationale dépendra de la capacité des institutions à dialoguer avec les réseaux et les communautés de citoyens.

Conclusions : partenaires d'une ère nouvelle

Plusieurs pays du Sud ont déjà montré la voie à suivre pour garantir la progression du développement humain grâce à des moyens à la fois productifs et durables, mais ils sont restés à mi-chemin. Pour les années à venir, le présent Rapport tire cinq grandes conclusions.

La vigueur de l'économie du Sud doit être appariée à un engagement sans faille pour le développement humain

Les investissements destinés au développement humain ne sont pas seulement justifiés d'un point de vue moral, mais aussi parce que la santé, l'éducation et le bien-être social sont essentiels dans une économie mondiale de plus en plus compétitive et dynamique. Ces investissements doivent particulièrement être consacrés aux plus pauvres, de sorte à les insérer dans le marché et à leur donner accès à des moyens de subsistance. La pauvreté est une injustice à laquelle on peut et on doit remédier en prenant des mesures déterminées.

Pour élaborer des politiques judicieuses, il convient de se concentrer davantage sur l'amélioration des capacités sociales et pas seulement des capacités individuelles. Les individus évoluent au sein d'institutions sociales qui peuvent restreindre ou au contraire décupler leur potentiel de développement. Les politiques qui ont modifié des normes sociales ayant pour effet de freiner le potentiel humain, telles que les nouvelles mesures contre les mariages précoces ou les dots, peuvent offrir aux individus de nouvelles opportunités d'exprimer tout leur potentiel.

Les pays les moins développés peuvent apprendre et tirer parti du succès des économies émergentes du Sud

L'accumulation sans précédent de réserves financières et de fonds souverains au Sud ainsi qu'au Nord offre une opportunité d'accélérer l'amélioration générale de la situation. Toute fraction de ses fonds, aussi maigre soit-elle, consacrée au développement humain et à l'élimination de la pauvreté pourrait avoir des effets considérables. Parallèlement, les flux d'échanges et d'investissements Sud-Sud peuvent tirer profit des marchés étrangers sous de nouvelles formes, en participant par exemple aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

L'essor des échanges et des investissements Sud-Sud peut notamment jeter les bases d'un déplacement des capacités de production vers d'autres régions et pays moins développés. De récents investissements industriels réalisés par des coentreprises et des startups chinoises et indiennes en Afrique laissent augurer l'ampleur du phénomène à venir. Les réseaux internationaux de production offrent l'opportunité d'activer le processus de développement en permettant aux pays de passer outre les noyaux de production plus sophistiqués.

De nouvelles institutions et de nouveaux partenariats sont susceptibles de renforcer l'intégration régionale et les relations Sud-Sud

De nouveaux partenariats et institutions peuvent inciter les pays au partage et à l'échange de connaissances, d'expériences et de technologies. Cela peut s'accompagner d'institutions nouvelles et plus fortes destinées à la promotion du commerce et des investissements et à accélérer le partage des expériences dans tout le Sud. La première étape devrait être l'établissement d'une nouvelle Commission du Sud pour apporter une nouvelle vision de la façon dont la diversité du Sud peut constituer un atout pour la solidarité.

Une plus grande représentation du Sud et de la société civile peut accélérer les progrès face aux principaux enjeux mondiaux

L'essor du Sud ouvre la voie à une plus grande diversité d'opinions et de points de vue sur la scène mondiale. Cela constitue une opportunité de créer des institutions de gouvernance qui représentent pleinement l'ensemble de leurs groupes constitutifs à même d'utiliser cette diversité de manière

L'accumulation sans précédent de réserves financières constitue une opportunité unique d'accélérer le progrès pour le plus grand nombre

productive pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

Les organisations internationales doivent modifier leurs principes directeurs de sorte à prendre en considération l'expérience du Sud. L'essor du Groupe des 20 intègre déjà effectivement cette expérience, mais les pays du Sud doivent également être représentés de manière plus égalitaire dans les institutions de Bretton Woods, les Nations Unies et d'autres organisations internationales.

La société civile et les mouvements sociaux, très dynamiques sur le plan national mais aussi transnational, se servent des médias pour donner de l'ampleur à leurs revendications concernant une gouvernance plus juste et équitable. Les plateformes et les mouvements porteurs de messages clés, qui mettent les institutions de gouvernance au défi d'adopter des principes plus démocratiques et participatifs, sont en pleine expansion. De manière plus générale, un monde plus juste et moins inégalitaire doit permettre à une multitude de voix de s'exprimer et laisser suffisamment d'espace à un régime de discours public.

L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités d'élargir la mise à disposition des biens publics

Pour parvenir à un monde plus durable, une plus grande disponibilité des biens publics mondiaux est nécessaire. Les problèmes du monde, allant de l'atténuation des effets du changement climatique à l'instabilité financière en passant par la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire, sont de plus en plus nombreux et pressants. Ils requièrent tous une solution globale. Pourtant, dans bien des domaines, la coopération internationale continue d'être molle voire parfois dangereusement hésitante. L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités de mettre à disposition des biens publics mondiaux de manière plus efficace et de débloquent de nombreuses questions mondiales restées dans l'impasse.

Le caractère « public » ou « privé » n'est dans la plupart des cas pas inhérent à un bien public donné, mais relève plutôt d'une conception

sociale. Il représente par conséquent un choix stratégique. Les gouvernements nationaux peuvent intervenir en cas de carences à l'échelle nationale, mais lorsque des enjeux mondiaux entrent en scène, la coopération internationale devient nécessaire et pour cela, de nombreux gouvernements doivent volontairement prendre la décision d'agir. Au vu des nombreux enjeux d'actualité, la progression dans la définition de ce qui est public ou privé requiert un leadership fort et engagé, sur le plan aussi bien individuel qu'institutionnel.

* * *

Le Rapport sur le développement humain 2013 présente le contexte mondial actuel et trace une voie que les décideurs politiques et les citoyens peuvent suivre pour s'orienter dans un monde de plus en plus interdépendant et pour affronter les défis mondiaux croissants. Il décrit la façon dont les dynamiques de pouvoir, les voix qui s'élèvent et la richesse dans le monde sont en mutation. Il identifie également les politiques et les institutions nouvelles indispensables pour affronter les réalités du XXI^e siècle et promouvoir le développement humain dans un plus grand souci d'équité, de durabilité et d'intégration sociale. Les progrès en matière de développement humain exigent des actions et des institutions, tant à l'échelle mondiale que nationale. À l'échelle mondiale, les réformes et les innovations au niveau des institutions sont indispensables pour protéger et mettre à disposition des individus des biens publics mondiaux. À l'échelle nationale, l'engagement des États en faveur de la justice sociale est important, tout comme le fait que les politiques technocratiques reposant sur une solution unique ne sont ni réalistes ni efficaces compte tenu des cultures et des contextes nationaux et des conditions institutionnelles. Néanmoins, des principes fondamentaux tels que la stimulation de la cohésion sociale, l'engagement de l'État en matière d'éducation, de santé et de protection sociale, ainsi que l'ouverture à une intégration commerciale, émergent comme des moyens de s'orienter vers un développement humain équitable et durable.

L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités de mettre à disposition des biens publics mondiaux de manière plus efficace et de débloquent de nombreuses questions mondiales restées dans l'impasse

Catégories d'IDH en 2012 et changements de catégorie de 2011 à 2012.

Afghanistan	175			Finlande	21			Norvège	1		
Afrique du Sud	121	1	↑	France	20			Nouvelle-Zélande	6		
Albanie	70	-1	↓	Gabon	106			Oman	84	-1	↓
Algérie	93	-1	↓	Gambie	165			Ouganda	161		
Allemagne	5			Géorgie	72	3	↑	Ouzbékistan	114	1	↑
Andorre	33	-1	↓	Ghana	135			Pakistan	146		
Angola	148			Grèce	29			Palaos	52	2	↑
Antigua-et-Barbuda	67	-1	↓	Grenade	63	-1	↓	Palestine (État de)	110	1	↑
Saudi Arabia	57			Guatemala	133			Panama	59	1	↑
Argentine	45	-1	↓	Guinée	178	-1	↓	Papouasie-Nouvelle-Guinée	156		
Arménie	87	-1	↓	Guinée équatoriale	136			Paraguay	111	-2	↓
Australie	2			Guinée-Bissau	176			Pays-Bas	4		
Autriche	18			Guyana	118	1	↑	Pérou	77	-1	↓
Azerbaïdjan	82	-1	↓	Haïti	161	1	↑	Philippines	114		
Bahamas	49			Honduras	120			Pologne	39		
Bahreïn	48			Hong Kong, Chine (RAS)	13	1	↑	Portugal	43	-3	↓
Bangladesh	146	1	↑	Hongrie	37			Qatar	36		
Barbade	38			Îles Salomon	143			République arabe syrienne	116		
Bélarus	50	1	↑	Inde	136			République centrafricaine	180	-1	↓
Belgique	17			Indonésie	121	3	↑	République démocratique populaire lao	138		
Belize	96			Irak	131	1	↑	République dominicaine	96	2	↑
Bénin	166			Iran (République islamique d')	76	-2	↓	République tchèque	28		
Bhoutan	140	1	↑	Irlande	7			Roumanie	56	-1	↓
Bolivia (État plurinational de)	108			Islande	13			Royaume-Uni	26		
Bosnie-Herzégovine	81	-1	↓	Israël	16			Rwanda	167		
Botswana	119	-1	↓	Italie	25			Saint-Kitts-et-Nevis	72	-1	↓
Brésil	85			Jamaïca	85	-2	↓	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	83	-2	↓
Brunéï Darussalam	30			Japon	10			Sainte-Lucie	88		
Bulgarie	57			Jordanie	100			Samoa	96		
Burkina Faso	183			Kazakhstan	69	-1	↓	Sao Tomé-et-Principe	144		
Burundi	178	-1	↓	Kenya	145			Sénégal	154	-2	↓
Cambodge	138			Kirghizistan	125			Serbie	64		
Cameroun	150			Kiribati	121			Seychelles	46		
Canada	11	-1	↓	Koweït	54	-1	↓	Sierra Leone	177	2	↑
Cap-Vert	132	-1	↓	Lesotho	158	1	↑	Singapour	18		
Tchad	184			Lettonie	44	1	↑	Slovaquie	35		
Chili	40			Liban	72			Slovénie	21		
Chine	101			Liberia	174			Soudan	171	-1	↓
Chypre	31			Libye	64	23	↑	Sri Lanka	92		
Colombie	91			Liechtenstein	24			Suède	7		
Comores	169	-1	↓	Lituanie	41	2	↑	Suisse	9		
Congo	142			Luxembourg	26			Suriname	105		
Congo (République démocratique du)	186			Madagascar	151			Swaziland	141	-1	↓
Corée (République de)	12			Malaisie	64	1	↑	Tadjikistan	125	1	↑
Costa Rica	62			Malawi	170	1	↑	Tanzanie (République-Unie de)	152	1	↑
Côte d'Ivoire	168	1	↑	Maldives	104	-1	↓	Tchad	184		
Croatie	47	-1	↓	Mali	182	-1	↓	Thaïlande	103	1	↑
Cuba	59			Malte	32	1	↑	Timor-Leste	134		
Danemark	15			Maroc	130			Togo	159	1	↑
Djibouti	164			Maurice	80	-1	↓	Tonga	95		
Dominique	72			Mauritanie	155			Trinité-et-Tobago	67	-1	↓
Égypte	112			México	61			Tunisie	94		
El Salvador	107	-1	↓	Micronésie (États fédérés de)	117			Turkménistan	102		
Émirats arabes unis	41	-1	↓	Moldova (République de)	113			Turquie	90		
Équateur	89			Mongolie	108	2	↑	Ukraine	78		
Érythrée	181	1	↑	Monténégro	52	-2	↓	Uruguay	51		
Estonie	33	1	↑	Mozambique	185			Vanuatu	124	-2	↓
Espagne	23			Myanmar	149			Venezuela (République bolivarienne du)	71	-1	↓
États-Unis	3	-1	↓	Namibie	128			Viet Nam	127		
Éthiopie	173	-1	↓	Népal	157			Yémen	160	-2	↓
Ex-République yougoslave de Macédoine	78	-2	↓	Nicaragua	129			Zambie	163		
Fédération de Russie	55			Niger	186	1	↑	Zimbabwe	172	1	↑
Fidji	96	2	↑	Nigéria	153	1	↑				

Remarque : les valeurs positives ou négatives et les flèches montantes ou descendantes indiquent le nombre de positions que la catégorie d'un pays a gagné ou perdu de 2011 à 2012 en utilisant à cette fin des données et une méthodologie uniformes ; un blanc indique qu'il n'y a aucun changement.

Indices de développement humain

Classement IDH	Indice de développement humain	IDH ajusté aux inégalités	Indice des inégalités de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle		
	Valeur	Valeur	Classement	Valeur	Classement	Valeur	Année
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ							
1	Norvège	0,955	0,894	1	0,065	5	..
2	Australie	0,938	0,864	2	0,115	17	..
3	États-Unis	0,937	0,821	16	0,256	42	..
4	Pays-Bas	0,921	0,857	4	0,045	1	..
5	Allemagne	0,920	0,856	5	0,075	6	..
6	Nouvelle-Zélande	0,919	..	..	0,164	31	..
7	Irlande	0,916	0,850	6	0,121	19	..
7	Suède	0,916	0,859	3	0,055	2	..
9	Suisse	0,913	0,849	7	0,057	3	..
10	Japon	0,912	..	..	0,131	21	..
11	Canada	0,911	0,832	13	0,119	18	..
12	Corée (République de)	0,909	0,758	28	0,153	27	..
13	Hong Kong, Chine (RAS)	0,906	..	..	..	..	..
13	Islande	0,906	0,848	8	0,089	10	..
15	Danemark	0,901	0,845	9	0,057	3	..
16	Israël	0,900	0,790	21	0,144	25	..
17	Belgique	0,897	0,825	15	0,098	12	..
18	Autriche	0,895	0,837	12	0,102	14	..
18	Singapour	0,895	..	..	0,101	13	..
20	France	0,893	0,812	18	0,083	9	..
21	Finlande	0,892	0,839	11	0,075	6	..
21	Slovénie	0,892	0,840	10	0,080	8	0,000 2003
23	Espagne	0,885	0,796	20	0,103	15	..
24	Liechtenstein	0,883	..	..	..	..	..
25	Italie	0,881	0,776	24	0,094	11	..
26	Luxembourg	0,875	0,813	17	0,149	26	..
26	Royaume-Uni	0,875	0,802	19	0,205	34	..
28	République tchèque	0,873	0,826	14	0,122	20	0,010 2002/2003
29	Grèce	0,860	0,760	27	0,136	23	..
30	Brunéi Darussalam	0,855	..	..	..	..	..
31	Chypre	0,848	0,751	29	0,134	22	..
32	Malte	0,847	0,778	23	0,236	39	..
33	Andorre	0,846	..	..	..	..	..
33	Estonie	0,846	0,770	25	0,158	29	0,026 2003
35	Slovaquie	0,840	0,788	22	0,171	32	0,000 2003
36	Qatar	0,834	..	..	0,546	117	..
37	Hongrie	0,831	0,769	26	0,256	42	0,016 2003
38	Barbade	0,825	..	..	0,343	61	..
39	Pologne	0,821	0,740	30	0,140	24	..
40	Chili	0,819	0,664	41	0,360	66	..
41	Lituanie	0,818	0,727	33	0,157	28	..
41	Émirats arabes unis	0,818	..	..	0,241	40	0,002 2003
43	Portugal	0,816	0,729	32	0,114	16	..

Classement IDH	Indice de développement humain	IDH ajusté aux inégalités		Indice des inégalités de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle	
	Valeur	Valeur	Classement	Valeur	Classement	Valeur	Année
44 Lettonie	0,814	0,726	35	0,216	36	0,006	2003
45 Argentine	0,811	0,653	43	0,380	71	0,011	2005
46 Seychelles	0,806	..	..	..	..	..	..
47 Croatie	0,805	0,683	39	0,179	33	0,016	2003
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ							
48 Bahreïn	0,796	..	..	0,258	45	..	..
49 Bahamas	0,794	..	..	0,316	53	..	..
50 Bélarus	0,793	0,727	33	..	..	0,000	2005
51 Uruguay	0,792	0,662	42	0,367	69	0,006	2002/2003
52 Monténégro	0,791	0,733	31	..	..	0,006	2005/2006
52 Palaos	0,791	..	..	..	..	..	..
54 Koweït	0,790	..	..	0,274	47	..	..
55 Fédération de Russie	0,788	..	..	0,312	51	0,005	2003
56 Roumanie	0,786	0,687	38	0,327	55	..	..
57 Bulgarie	0,782	0,704	36	0,219	38	..	..
57 Arabie saoudite	0,782	..	..	0,682	145	..	..
59 Cuba	0,780	..	..	0,356	63	..	..
59 Panama	0,780	0,588	57	0,503	108	..	..
61 Mexique	0,775	0,593	55	0,382	72	0,015	2006
62 Costa Rica	0,773	0,606	54	0,346	62	..	..
63 Grenade	0,770	..	..	..	..	..	..
64 Libye	0,769	..	..	0,216	36	..	..
64 Malaisie	0,769	..	..	0,256	42	..	..
64 Serbie	0,769	0,696	37	..	..	0,003	2005/2006
67 Antigua-et-Barbuda	0,760	..	..	..	..	..	..
67 Trinité-et-Tobago	0,760	0,644	49	0,311	50	0,020	2006
69 Kazakhstan	0,754	0,652	44	0,312	51	0,002	2006
70 Albanie	0,749	0,645	48	0,251	41	0,005	2008/2009
71 Venezuela (République bolivarienne du)	0,748	0,549	66	0,466	93	..	..
72 Dominique	0,745	..	..	..	..	..	..
72 Géorgie	0,745	0,631	51	0,438	81	0,003	2005
72 Liban	0,745	0,575	59	0,433	78	..	..
72 Saint-Kitts-et-Nevis	0,745	..	..	..	..	..	..
76 Iran (République islamique d')	0,742	..	..	0,496	107	..	..
77 Pérou	0,741	0,561	62	0,387	73	0,066	2008
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,740	0,631	51	0,162	30	0,008	2005
78 Ukraine	0,740	0,672	40	0,338	57	0,008	2007
80 Maurice	0,737	0,639	50	0,377	70	..	..
81 Bosnie-Herzégovine	0,735	0,650	45	..	..	0,003	2006
82 Azerbaïdjan	0,734	0,650	45	0,323	54	0,021	2006
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,733	..	..	..	..	..	..
84 Oman	0,731	..	..	0,340	59	..	..
85 Brésil	0,730	0,531	70	0,447	85	0,011	2006
85 Jamaïque	0,730	0,591	56	0,458	87	..	..

Classement IDH	Indice de développement humain	IDH ajusté aux inégalités		Indice des inégalités de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle		
	Valeur	Valeur	Classement	Valeur	Classement	Valeur	Année	
87	Arménie	0,729	0,649	47	0,340	59	0,001	2010
88	Sainte-Lucie	0,725	..	..	..	..	..
89	Équateur	0,724	0,537	69	0,442	83	0,009	2003
90	Turquie	0,722	0,560	63	0,366	68	0,028	2003
91	Colombie	0,719	0,519	74	0,459	88	0,022	2010
92	Sri Lanka	0,715	0,607	53	0,402	75	0,021	2003
93	Algérie	0,713	..	..	0,391	74	..	
94	Tunisie	0,712	..	..	0,261	46	0,010	2003
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN								
95	Tonga	0,710	..	..	0,462	90	..	
96	Belize	0,702	..	..	0,435	79	0,024	2006
96	République dominicaine	0,702	0,510	80	0,508	109	0,018	2007
96	Fidji	0,702	..	..	..	..	..
96	Samoa	0,702	..	..	..	..	..
100	Jordanie	0,700	0,568	60	0,482	99	0,008	2009
101	Chine	0,699	0,543	67	0,213	35	0,056	2002
102	Turkménistan	0,698	..	..	..	..	..
103	Thaïlande	0,690	0,543	67	0,360	66	0,006	2005/2006
104	Maldives	0,688	0,515	76	0,357	64	0,018	2009
105	Suriname	0,684	0,526	72	0,467	94	0,039	2006
106	Gabon	0,683	0,550	65	0,492	105	..	
107	El Salvador	0,680	0,499	83	0,441	82	..	
108	Bolivie (État plurinational de)	0,675	0,444	85	0,474	97	0,089	2008
108	Mongolie	0,675	0,568	60	0,328	56	0,065	2005
110	Palestine (État de)	0,670	..	..	..	..	0,005	2006/2007
111	Paraguay	0,669	..	..	0,472	95	0,064	2002/2003
112	Égypte	0,662	0,503	82	0,590	126	0,024	2008
113	Moldova (République de)	0,660	0,584	58	0,303	49	0,007	2005
114	Philippines	0,654	0,524	73	0,418	77	0,064	2008
114	Ouzbékistan	0,654	0,551	64	..	..	0,008	2006
116	République arabe syrienne	0,648	0,515	76	0,551	118	0,021	2006
117	Micronésie (États fédérés de)	0,645	..	..	..	..	..
118	Guyana	0,636	0,514	78	0,490	104	0,030	2009
119	Botswana	0,634	..	..	0,485	102	..	
120	Honduras	0,632	0,458	84	0,483	100	0,159	2005/2006
121	Indonésie	0,629	0,514	78	0,494	106	0,095	2007
121	Kiribati	0,629	..	..	..	..	..
121	Afrique du Sud	0,629	..	..	0,462	90	0,057	2008
124	Vanuatu	0,626	..	..	..	..	0,129	2007
125	Kirghizistan	0,622	0,516	75	0,357	64	0,019	2005/2006
125	Tadjikistan	0,622	0,507	81	0,338	57	0,068	2005
127	Viet Nam	0,617	0,531	70	0,299	48	0,017	2010/2011
128	Namibie	0,608	0,344	101	0,455	86	0,187	2006/2007
129	Nicaragua	0,599	0,434	86	0,461	89	0,128	2006/2007
130	Maroc	0,591	0,415	88	0,444	84	0,048	2007
131	Irak	0,590	..	..	0,557	120	0,059	2006

Classement IDH	Indice de développement humain	IDH ajusté aux inégalités		Indice des inégalités de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle	
	Valeur	Valeur	Classement	Valeur	Classement	Valeur	Année
132	Cap-Vert	0,586	..	..	..	..
133	Guatemala	0,581	0,389	92	0,539	114	2003
134	Timor-Leste	0,576	0,386	93	..	..	2009/2010
135	Ghana	0,558	0,379	94	0,565	121	2008
136	Guinée équatoriale	0,554	..	..	..	..
136	Indie	0,554	0,392	91	0,610	132	2005/2006
138	Cambodge	0,543	0,402	90	0,473	96	2010
138	Rép. démocratique populaire lao	0,543	0,409	89	0,483	100	2006
140	Bhoutan	0,538	0,430	87	0,464	92	2010
141	Swaziland	0,536	0,346	99	0,525	112	2010
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE							
142	Congo	0,534	0,368	96	0,610	132	2009
143	Îles Salomon	0,530	..	..	..	..
144	Sao Tomé-et-Principe	0,525	0,358	97	..	..	2008/2009
145	Kenya	0,519	0,344	101	0,608	130	2008/2009
146	Bangladesh	0,515	0,374	95	0,518	111	2007
146	Pakistan	0,515	0,356	98	0,567	123	2006/2007
148	Angola	0,508	0,285	114	..	..
149	Myanmar	0,498	..	..	0,437	80	
150	Cameroun	0,495	0,330	104	0,628	137	2004
151	Madagascar	0,483	0,335	103	..	..	2008/2009
152	Tanzanie (République-Unie de)	0,476	0,346	99	0,556	119	2010
153	Nigéria	0,471	0,276	119	..	..	2008
154	Sénégal	0,470	0,315	105	0,540	115	2010/2011
155	Mauritanie	0,467	0,306	107	0,643	139	2007
156	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,466	..	..	0,617	134	
157	Népal	0,463	0,304	109	0,485	102	2011
158	Lesotho	0,461	0,296	111	0,534	113	2009
159	Togo	0,459	0,305	108	0,566	122	2006
160	Yémen	0,458	0,310	106	0,747	148	2006
161	Haïti	0,456	0,273	120	0,592	127	2005/2006
161	Ouganda	0,456	0,303	110	0,517	110	2011
163	Zambie	0,448	0,283	117	0,623	136	2007
164	Djibouti	0,445	0,285	114	..	..	2006
165	Gambie	0,439	..	..	0,594	128	2005/2006
166	Bénin	0,436	0,280	118	0,618	135	2006
167	Rwanda	0,434	0,287	112	0,414	76	2010
168	Côte d'Ivoire	0,432	0,265	122	0,632	138	2005
169	Comores	0,429	..	..	..	..
170	Malawi	0,418	0,287	112	0,573	124	2010
171	Soudan	0,414	..	..	0,604	129	
172	Zimbabwe	0,397	0,284	116	0,544	116	2010/2011
173	Éthiopie	0,396	0,269	121	..	..	2011
174	Libéria	0,388	0,251	123	0,658	143	2007
175	Afghanistan	0,374	..	..	0,712	147	
176	Guinée-Bissau	0,364	0,213	127	..	..
177	Sierra Leone	0,359	0,210	128	0,643	139	2008

Classement IDH	Indice de développement humain	IDH ajusté aux inégalités		Indice des inégalités de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle	
	Valeur	Valeur	Classement	Valeur	Classement	Valeur	Année
178 Burundi	0,355	..	..	0,476	98	0,530	2005
178 Guinée	0,355	0,217	126	..	..	0,506	2005
180 République centrafricaine	0,352	0,209	129	0,654	142	..	
181 Érythrée	0,351	..	..	..	..	..
182 Mali	0,344	..	..	0,649	141	0,558	2006
183 Burkina Faso	0,343	0,226	124	0,609	131	0,535	2010
184 Tchad	0,340	0,203	130	..	..	0,344	2003
185 Mozambique	0,327	0,220	125	0,582	125	0,512	2009
186 Congo, (République démocratique du)	0,304	0,183	132	0,681	144	0,392	2010
186 Niger	0,304	0,200	131	0,707	146	0,642	2006
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES							
Corée (Rép. populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	0,514	2006
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..
Catégorie d'IDH							
Développement humain très élevé	0,905	0,807	—	0,193	—	—	
Développement humain élevé	0,758	0,602	—	0,376	—	—	
Développement humain moyen	0,640	0,485	—	0,457	—	—	
Développement humain faible	0,466	0,310	—	0,578	—	—	
Régions							
États arabes	0,652	0,486	—	0,555	—	—	
Asie de l'Est et Pacifique	0,683	0,537	—	0,333	—	—	
Europe et Asie Centrale	0,771	0,672	—	0,280	—	—	
Amérique latine et Caraïbes	0,741	0,550	—	0,419	—	—	
Asie du Sud	0,558	0,395	—	0,568	—	—	
Afrique subsaharienne	0,475	0,309	—	0,577	—	—	
Pays moins développés	0,449	0,303	—	0,566	—	—	
Petits États insulaires en développement	0,648	0,459	—	0,481	—	—	
Monde	0,694	0,532	—	0,463	—	—	

REMARQUE

Les indices utilisent des données issues de différentes années – voir l'annexe statistique du Rapport complet (disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org>) pour plus d'informations et pour des notes et des sources complètes sur les données. La classification des pays est basée sur des quartiles de l'IDH : un pays appartient au groupe « IDH très élevé » si son IDH se situe dans le quartile supérieur, au groupe « IDH élevé » si son IDH figure dans les percentiles de 51 à 75, au groupe « IDH moyen » si son IDH figure dans les percentiles de 26 à 50 et au groupe « IDH faible » si son IDH se situe dans le quartile inférieur. Les Rapports antérieurs utilisent des seuils absolus et non relatifs.

Rapports mondiaux sur le développement humain : le Rapport sur le développement humain 2013 est l'ouvrage le plus récent de la série de rapports mondiaux sur le développement humain publiés par le PNUD depuis 1990 en tant qu'analyse indépendante et fondée sur les faits des principales questions, tendances, avancées et politiques en matière de développement.

D'autres ressources concernant le Rapport 2013 sont disponibles à l'adresse hdr.undp.org. Elles comprennent le texte complet du Rapport ou son résumé en une vingtaine de langues, une série de documents de recherche sur le développement humain utilisés pour l'élaboration du Rapport 2013, des cartes interactives et des bases de données sur les indicateurs nationaux du développement humain, des explications complètes sur les sources et les méthodes employées pour calculer les indices de développement humain dans le Rapport, des fiches d'information sur les pays et d'autres supports d'information. Les rapports antérieurs sur le développement humain, aussi bien mondiaux et régionaux que nationaux, sont également disponibles à l'adresse hdr.undp.org.

Rapports régionaux sur le développement humain : depuis une vingtaine d'années, des rapports sur le développement humain consacrés aux principales régions du monde en développement ont également été publiés, avec le soutien des bureaux régionaux du PNUD. Avec des analyses et des plaidoyers politiques parfois provocateurs, ils ont examiné des questions aussi essentielles que l'autonomisation politique dans les États arabes, la sécurité alimentaire en Afrique, le changement climatique en Asie, le traitement des minorités ethniques en Europe centrale et les enjeux liés aux inégalités et à la sécurité citoyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Rapports nationaux sur le développement humain : depuis la publication du premier Rapport national sur le développement humain en 1992, des rapports nationaux sont élaborés dans 140 pays par des équipes éditoriales locales, avec le soutien du PNUD. Ces rapports (dont environ 700 éditions sont publiées à ce jour) mettent en avant la perspective du développement humain au sein des préoccupations politiques nationales, au moyen de consultations et de recherches menées à l'échelle locale. Les Rapports nationaux se sont penchés sur de nombreuses questions clés liées au développement, du changement climatique à l'emploi des jeunes en passant par les inégalités ethniques ou de genre.

Rapports sur le développement humain 1990–2013

- 1990 Définir et mesurer le développement humain
- 1991 Le financement du développement humain
- 1992 Pour une vision nouvelle du développement humain au niveau mondial
- 1993 La participation populaire
- 1994 Les nouvelles dimensions de la sécurité humaine
- 1995 Égalité des sexes et développement humain
- 1996 La croissance au service du développement humain
- 1997 Le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté
- 1998 La consommation au service du développement humain
- 1999 Une mondialisation à visage humain
- 2000 Droits de l'homme et développement humain
- 2001 Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain
- 2002 Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté
- 2003 Les Objectifs du Millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine
- 2004 La liberté culturelle dans un monde diversifié
- 2005 La coopération internationale à la croisée des chemins : l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités
- 2006 Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau
- 2007/2008 La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé
- 2009 Lever les barrières : mobilité et développement humains
- 2010 La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain
- 2011 Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous
- 2013 L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié



Programme des Nations Unies pour le développement

One United Nations Plaza

New York, NY 10017

www.undp.org

En ce XXI^e siècle, les dynamiques mondiales connaissent de profondes mutations, entraînées par l'essor rapide de nouveaux centres de pouvoir dans le monde en développement. La Chine a déjà dépassé le Japon en tant que deuxième plus grande puissance économique mondiale, en faisant sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté par la même occasion. L'Inde est bien décidée à redéfinir son avenir en faisant preuve d'un grand dynamisme au niveau de la création d'entreprises et d'innovation en matière de politique sociale. Au Brésil, le niveau de vie s'améliore à mesure que les partenariats internationaux s'élargissent et que les programmes de lutte contre la pauvreté, copiés dans le monde entier, démontrent leur efficacité.

Mais « l'essor du Sud » est un phénomène bien plus large. La Turquie, le Mexique, la Thaïlande, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et d'autres pays en développement sont devenus des acteurs clés sur la scène mondiale. Le Rapport sur le développement humain 2013 constate qu'une quarantaine de pays en développement ont dépassé les attentes en termes de développement humain au cours des dernières décennies, avec un progrès particulièrement marqué ces dix dernières années.

Ces pays possèdent tous une histoire unique et ont choisi une voie de développement qui leur est propre. Cependant,

ils ont tous d'importantes caractéristiques en commun et sont confrontés à des enjeux similaires. Ils sont aussi de plus en plus interdépendants. Par ailleurs, les habitants des pays en développement font de plus en plus entendre leur voix. Ils partagent désormais des idées et opinions à travers les nouveaux moyens de communication et exigent une plus grande redevabilité des gouvernements et des institutions internationales.

Le Rapport sur le développement humain 2013 analyse les causes et les conséquences de l'essor graduel du Sud, tout en identifiant des politiques ancrées dans cette nouvelle réalité, qui sont en mesure d'accroître les progrès dans les années à venir. Le présent Rapport appelle à instaurer une plus grande représentation des pays du Sud dans les mécanismes de gouvernance mondiale et met en exergue de nouvelles sources potentielles de financement au sein même du Sud pour la mise à disposition des biens publics élémentaires. En offrant de nouvelles analyses et des propositions claires de réforme stratégique, le Rapport 2013 contribue à tracer le chemin à suivre pour les peuples de toutes les régions en vue de relever ensemble les défis partagés du développement humain, de manière juste et efficace.

« Le Rapport jette un nouveau regard sur la situation actuelle du développement mondial et démontre à quel point la progression rapide d'un grand nombre de pays du Sud en matière de développement peut servir d'exemple. »

—Helen Clark, Administratrice du PNUD, extrait de l'avant-propos

« L'approche du développement humain constitue une avancée majeure dans le périlleux exercice consistant à comprendre les réussites et les privations de la vie humaine, et à apprécier l'importance de la réflexion et du dialogue, grâce auxquels il est possible de créer un monde plus équitable et plus juste. »

—Amartya Sen, prix Nobel d'économie, extrait du chapitre 1

« Personne n'a le monopole des bonnes idées, c'est pourquoi New York continuera de s'enrichir des meilleures pratiques d'autres villes et pays. »

—Michael Bloomberg, maire de New York, extrait du chapitre 3

« Un examen attentif des différentes voies empruntées par les pays en développement pour atteindre leurs objectifs nous permet d'enrichir l'éventail d'options politiques disponible pour toutes les nations et les régions. »

—Khalid Malik, auteur principal du rapport, extrait de l'introduction